



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION JEUDI 11 JANVIER 2024 // N°725 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

À L'OCCASION DU NOUVEL AN AMAZIGH 2974, TOUTE L'ÉQUIPE DE L'EXPRESS PRÉSENTE AUX ALGÉRIENS SES MEILLEURS VŒUX

SELON LE « WALL STREET JOURNAL » :
LES DESTRUCTIONS À GAZA COMPARABLES À CELLES EN ALLEMAGNE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Lire en page 4



L'ÉCRIVAIN ET DRAMATURGE MOHAND AIT-IGHIL À L'EXPRESS :
« YENNAYER, C'EST LA FÊTE D'ESPÉRANCE D'UN AVENIR PROSPÈRE »

Lire l'interview en p.5



HYDROCARBURES
LES EXPORTATIONS PRENNENT DE L'ÉPAISSEUR

Lire en page 16



PEDRO SANCHEZ, DANS UNE DÉCLARATION SANS ÉQUIVOQUE :

« L'ALGÉRIE EST UN PAYS AMI ET UN PARTENAIRE STRATÉGIQUE »

Lire en page 3



GRENOUILLAGE AUX PORTES
SUD DE L'ALGÉRIE

CES INQUIÉTANTES SOCIÉTÉS DE LOBBYING AU MAROC, AU SOUDAN ET DANS LE SAHEL

Lire en page 3





GROS COUP DE FILET DES SERVICES DE SÉCURITÉ ÉCHEC D'UNE TENTATIVE D'INTRODUCTION DE SIX QUINTAUX DE KIF DU MAROC

Des détachements conjoints de l'armée, en coordination avec divers services de sécurité, ont arrêté 61 trafiquants de drogue lors d'opérations dans les diverses Régions militaires, déjouant des tentatives visant à faire passer 6 quintaux et 18 kilogrammes de kif traité à la frontière avec le Maroc. Selon le bilan opérationnel de l'armée, qui couvre la période du 1^{er} au 9 janvier, 8,3 kilogrammes de cocaïne et 1 202 231 comprimés hallucinogènes ont également été saisis.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, des détachements de l'armée ont arrêté 4 membres de soutien aux groupes terroristes au cours d'opérations distinctes sur le territoire national.

Des détachements de l'armée ont également arrêté 208 personnes à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Inzam et



Djanet, et saisi 48 véhicules et 232 groupes électrogènes. En plus de 124 marteaux-piqueurs, 24 détecteurs de métaux et 46 quintaux de minerai d'or et de pierres.

Ainsi que des quantités d'explosifs, d'équipements de dynamitage et d'équipements utilisés dans les opérations illégales de prospection aurifère ; tandis que 59 autres personnes ont été arrêtées lors d'opé-

rations distinctes à travers le territoire national. Deux mitrailleuses Kalachnikov, 31 fusils de chasse et un pistolet automatique ont été saisis.

A cela s'ajoutent 47 968 litres de carburant et 271 tonnes de produits alimentaires destinés à la contrebande et à la spéculation. Et 15 quintaux de tabac et 13 462 unités de boissons diverses.

CHATGPT, CHOMSKY ET LA BANALITÉ DU MAL

Dans une tribune parue dans le New York Times, le philosophe et linguiste Noam Chomsky balance du lourd contre le robot de conversation ChatGPT, qu'il accuse de disséminer dans l'espace public un usage dévoyé du langage et de la pensée susceptible de faire le lit de ce que Hannah Arendt appelait "la banalité du mal" : une charge qui mérite d'être examinée. « C'est une question essentielle que soulève Noam Chomsky dans la tribune qu'il a publiée avec Ian Roberts, linguiste à l'université de Cambridge, et Jeffrey Watumull, philosophe spécialiste d'intelligence artificielle. Une question qui touche à l'essence du langage, de la pensée et de l'éthique. Dans la confrontation avec l'intelligence artificielle, affirment-ils, c'est le propre de l'intelligence humaine qui apparaît et qui doit être préservé : si nous sommes capables, nous les hommes, de générer de la pensée et du langage, c'est que nous entretenons

un rapport intime et fondamental, dans notre créativité même, avec la limite, avec le sens de l'impossible et de la loi. Or, la "fausse promesse" de l'intelligence artificielle, selon le titre de la tribune, est de nous faire miroiter qu'il serait possible d'obtenir les mêmes performances en se passant de cette confrontation à la limite et à la règle qui fait le ressort de l'expérience humaine. Tentons de suivre cette démonstration, hautement philosophique. On comprend que Chomsky se soit senti mis en demeure de se pencher sur les nouveaux robots conversationnels tels que ChatGPT, Bard ou Sydney. Fondateur de l'idée de grammaire générative, le philosophe soutient en effet que les hommes disposent avec le langage d'une compétence à nulle autre pareille, une puissance intérieure de générer et de comprendre, grâce à un nombre infini de règles, un nombre infini de propositions qui expriment leur pensée. Or, quand ChatGPT

parvient à générer des réponses sensées à nos questions sur la base des millions d'énoncés que le système a appris automatiquement, qui dit que le robot ne parle et ne pense pas à son tour ? Qu'il ne génère pas du langage et donc de la pensée ? La réponse de Chomsky est profonde et subtile. Elle part, comme souvent chez lui, d'un petit exemple grammatical : "John is too stubborn to talk to." L'IA, elle, sera induite à comprendre : "John est trop têtu pour parler à quelqu'un." Parce qu'elle n'a pas accès à la règle ni à la situation, elle cherche en effet à prédire la bonne signification d'un énoncé sur la base du plus grand nombre d'occurrences analogiques. Mais de même que "John a mangé une pomme" équivaut souvent à "John en a mangé", de même, "John est trop têtu pour parler" a des chances de vouloir dire "John est trop têtu pour parler à quelqu'un" davantage que "pour qu'on le raisonne".

VISA FRANCE

LES ENFANTS DE MOINS DE 12 ANS DISPENSÉS DE PRISE DE RENDEZ-VOUS

L'entreprise VFS Global a annoncé la mise en place d'un "dispositif permettant aux enfants de moins de 12 ans de déposer des demandes de visa France sans prise de rendez-vous préalables".

"Un dispositif expérimental sera mis en place à partir du 14 janvier 2024. Il permet aux enfants de moins de 12 ans de déposer des demandes de visa France sans prise de rendez-vous préalables", peut-on lire dans un communiqué publié par VFS Global.

L'entreprise précise que cela est possible sous un certain nombre de conditions, à savoir :

1- Les parents (ou au moins l'un des parents ou tuteur légal) doivent avoir un rendez-vous confirmé et déposer leur demande de visa en même temps que le ou les enfants (s)
2- Une fiche d'état civil de moins de 6 mois est obligatoire pour prouver la filiation

3- Ce dispositif ne concerne que les catégories de court séjour et court séjour-renouvellement. "Les frais de service de VFS Global concernant les enfants devront être réglés au centre lors du dépôt de la demande de visa", a fait savoir la même source.

HYDROCARBURES :

L'ALGÉRIE S'ENGAGE À RÉDUIRE L'IMPACT SUR LE CLIMAT



L'Algérie s'engage fermement à réduire les impacts de l'industrie pétrolière et gazière sur le climat et l'environnement, en mettant en œuvre des initiatives concrètes et en rejoignant des partenariats mondiaux pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, a indiqué, ce mardi, le Directeur général de la Prospective au ministère de l'Énergie et des Mines, Medjelled Miloud. Le responsable est revenu sur les ambitions et les projets de décarbonation que s'est fixé l'Algérie, via l'entreprise nationale Sonatrach notamment, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 7% à 22% d'ici 2030 et à réduire le volume global de gaz torchés à moins de 1% d'ici la même année. Pour y parvenir, a-t-il soutenu, la Sonatrach a adopté une « approche volontariste » pour réduire ses émissions et s'attelle, dans ce sens, à « finaliser la Baseline de ses émissions, comme référence des sources d'émissions des différentes installations et la comptabilisation des volumes et quantités émises ». Elle a également rejoint, dans la même perspec-

tive, des initiatives telles que « Zero routine flaring à l'horizon 2030 » et « Aiming for Zero Methane » pour réduire les émissions de méthane liées à ses opérations.

La réduction des émissions de méthane constitue une option efficace et rentable pour lutter contre les changements climatiques, a souligné M. Medjelled, ajoutant que la récupération et la valorisation du CH4 fournissent une source d'énergie avec une valeur économique avérée. L'autre axe majeur dans cette stratégie est la séquestration naturelle, avec un investissement de près d'un milliard de dollars dans un projet de reboisement de 520 000 hectares sur une période de 10 ans, a-t-il poursuivi, rappelant que ce projet allait permettre de stocker du carbone tout en favorisant le développement socio-économique et la création d'emplois. Par ailleurs, l'Algérie s'est engagée sur la voie des énergies renouvelables afin d'apporter des solutions durables aux défis environnementaux et à la problématique de préservation des ressources énergétiques d'origine fossile.

ANTONY BLINKEN RENCONTRE MAHMOUD ABBAS, MAIS NOUVELLES FRAPPES SUR GHAZA

Antony Blinken a rencontré le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, en Cisjordanie, hier, afin, notamment, d'aborder l'après-guerre dans ce territoire ravagé par des frappes israéliennes. Le Hamas a fait état de "plus de 70 morts" dans des frappes à travers la bande de Ghaza au cours de la nuit. Suivez en direct la situation au Proche-Orient.

Antony Blinken a rencontré le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, mercredi en Cisjordanie, afin notamment d'aborder l'épineux dossier de l'après-guerre dans ce territoire ravagé par des frappes israéliennes.

Pendant ces discussions,

le ministère de la Santé du Hamas a fait état de "plus de 70 morts" dans des frappes dans différents secteurs de la bande de Ghaza au cours de la nuit. Le bilan s'élève à 23 210 morts, en majorité des femmes, des adolescents et des enfants, selon les autorités locales.

La nouvelle visite du chef de la diplomatie américaine en Israël confirme le durcissement du ton des Etats-Unis vis-à-vis de leur allié israélien. A Tel Aviv, le secrétaire d'Etat Antony Blinken a exhorté mardi 9 janvier le gouvernement de l'Etat hébreu à épargner les civils palestiniens dans sa guerre contre le Hamas dans la bande de Ghaza.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA
Alger Bab Ezzouar**

**«POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:**

**L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81

Fax : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

PEDRO SANCHEZ, DANS UNE DÉCLARATION SANS ÉQUIVOQUE :

« L'Algérie est un pays ami et un partenaire stratégique »

Après une période de tension, les relations avec l'Espagne sont devenues complètement normales dans un climat de respect mutuel ; les échanges culturels et économiques ont commencé à évoluer harmonieusement...



Après bien des errements antérieurs, le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, est revenu à de meilleurs sentiments. Intervenant à l'occasion de la huitième Conférence des Ambassadeurs, un rendez-vous qui a réuni le corps diplomatique, deux jours durant, à Madrid, le Premier ministre espagnol, cité dans les colonnes du journal ibérique « El Periodico de Espana », a qualifié l'Algérie de « pays ami » et de « partenaire stratégique ». Sanchez serait les priorités de la poli-

tique étrangère espagnole devant 130 ambassadeurs accrédités à Madrid. Il a consacré une partie de son intervention à évoquer les relations bilatérales entre Alger et Madrid. Il a ainsi déclaré que « l'Algérie est un pays ami et que nous continuerons à œuvrer pour maintenir les relations avec ce partenaire stratégique ». Le média espagnol souligne que la préservation des relations entre les deux pays fait partie des défis de la politique étrangère espagnole, après le réta-

blissement, en novembre dernier, des relations diplomatiques. Après une période de tension, les relations avec l'Espagne sont devenues complètement normales dans un climat de respect mutuel ; les échanges culturels et économiques ont commencé à évoluer harmonieusement. La déclaration de Sanchez intervient en fait trois mois après le retour de l'ambassadeur d'Algérie à Madrid et celui d'Espagne à Alger. Si le bilatéral a traversé une période de tensions, qui aura duré près

de deux ans, c'est en raison du revirement de l'Espagne concernant le Sahara occidental. C'est ce revirement qui avait jeté un froid sur les relations entre les deux pays. Et cela n'aura pas manqué d'affecter l'économie espagnole. Il est utile de rappeler que le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, qui s'exprimait, fin décembre dernier, sur la chaîne qatarie Al Jazeera, avait affirmé que « les choses sont rentrées dans l'ordre avec le changement de la position de l'Espagne ». « Ce qui a donné le feu vert pour reprendre nos relations avec l'Espagne, c'est le discours prononcé par Pedro Sanchez devant l'assemblée générale de l'ONU. Là il a changé de position et c'est tout ce que nous avons demandé : que l'Espagne s'aligne sur la position de l'Europe », a affirmé Attaf sur Al Jazeera, assurant que « la position de l'Espagne a connu un revirement à 180 degrés ».

Youcef S.

NOUVEL AN AMAZIGH :

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE SOUCIEUX DE PRÉSERVER L'IDENTITÉ NATIONALE

Le Secrétaire général (SG) du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad, a mis en exergue, hier, à Alger, le souci du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de "préserver et consolider les composantes de l'identité nationale", rappelant que c'était "l'un de ses 54 engagements".

Donnant, au Cercle national de l'Armée de Béni Messous, le coup d'envoi du programme officiel des festivités du Nouvel An amazigh (Yennayer 2974/2024), célébré le 12 janvier, Assad a adressé ses remerciements au "président de la République pour son parrainage des festivités nationales de Yennayer, parallèlement à la 4^e édition du Prix de la littérature et de la langue amazighes, prévue jeudi au Centre international de confé-

rences (CIC) Abdelatif-Rahal, preuve s'il en est, a-t-il dit, du souci du président de la République de préserver et de consolider les composantes de l'identité nationale, un de ses 54 engagements".

Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du conseiller du président de la République chargé des organisations non gouvernementales et des droits de l'homme, Hamid Lounaoui, du président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, et de représentants de différentes instances, le SG du HCA a souligné que "la wilaya d'Alger a été choisie pour abriter ce grand événement, placé sous le slogan « Yennayer, trésor culturel authentique et creuset du développement durable », en ce qu'elle incarne clairement cette

référence séculaire dont nous devons être fiers en tant qu'Algériens et ce legs commun que nous devons mettre au service de la consolidation de la cohésion nationale". Assad est revenu, en outre, sur "les différents acquis réalisés par l'Algérie dans les domaines culturel, cognitif et éducatif, et ce, dans le cadre de l'intérêt porté par l'Etat et ses institutions concernées aux symboles de notre identité nationale et de notre référence historique, et dans l'esprit du préambule de la Constitution de novembre 2020, où il est mentionné que "le peuple algérien est un peuple libre, décidé à le demeurer" et "son histoire, plusieurs fois millénaire, est une longue chaîne de luttes qui ont fait toujours de l'Algérie une terre de liberté, de fierté et de dignité". I.Med

GRENOUILLAGE AUX PORTES SUD DE L'ALGÉRIE

Ces inquiétantes sociétés de lobbying au Maroc, au Soudan et dans le Sahel

Si le Maroc a été totalement phagocyté par la présence lourde israélienne dans les segments de la sécurité informatique, des équipements militaires et des systèmes de défense, une mainmise qui s'étend jusqu'aux institutions de l'Etat, que dire des tentatives répétées (dont certaines ont fait flop, d'autres non) le long de la bande saharo-sahélienne, et qui passe aussi discrète que passerait l'eau sur les plumes d'un canard ?

Par quel miracle une société d'équipements militaires israélienne, Israel Aerospace Industries, a pu arracher un marché de la Minusma et se retrouver, de la sorte, au cœur de Kidal, entre 2016 et 2020 ?

Comment Elbit Systems, entreprise israélienne de l'armement, a pu négocier directement avec des pays africains, tout en restant en dehors des radars ?

Par quelle tour de passe-passe la société canadienne « Dickens & Madson », dirigée par le juif Ari Ben-Menashe (agent discret du Mossad), a-t-elle pu prendre ses aises en Libye (en relation

avec le maréchal Khalifa Haftar) et au Soudan, où l'attraction de l'or au profit d'Israël a joué le rôle de déclencheur ? On pourrait passer encore du temps à égrener ce type de manigances dans le voisinage immédiat de l'Algérie pour expliquer pourquoi le Sahel s'agite depuis un certain temps. Si les événements visibles sont explicables pour le commun des observateurs, il serait plus judicieux de s'attarder encore sur les groupes d'influence insoupçonnés, car agissant sous faux nez et faux drapeaux, pour prendre des marchés en Afrique, organiser le chaos ou encore préparer des événements, dans le cadre du big reset. Une entreprise comme ELNET ne nous dit rien, alors que l'on devrait s'y attarder un peu plus. Car il s'agit, dans son côté public, d'une organisation à but non lucratif dédiée au renforcement des relations entre l'Europe et Israël sur la base de valeurs démocratiques partagées et d'intérêts stratégiques, mais les réalités en sont tout autres. Elnet fait plier le bras aux Français - surtout - et aux Européens pour les pousser

vers des positions qui profiteraient, d'abord, aux Israéliens. Et par ce biais, Elnet est plus qu'influente en Afrique, alors qu'en vitrine, on penserait que ce sont des entreprises européennes qui collaborent avec l'Afrique.

Donc, souvent, ceux qui se trouvent au cœur des événements que l'on vit ne sont pas ceux qui ont créé ces événements, mais sont uniquement ceux qui les subissent, car c'est derrière que se trouvent les véritables détenteurs du pouvoir occulte.

Des opérations de lobbying, il en existe en tout temps et tout lieu, et ce n'est pas tant cela qui inquiète, mais ceux qui se présentent comme étant des think tanks et qui travaillent souvent pour le pays « payeur » mais contre ses intérêts.

Malheureusement, on continue à dépenser à perte, sans résultats probants. Et qui sont les pays les plus portés vers ce biais pour gagner du terrain, réussir un coup et se donner une belle image ? Comme on peut le deviner, ce sont bel et bien les Émirats arabes unis

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

LES SECTEURS DE L'INDUSTRIE, DE L'AGRICULTURE, DE L'HYDRAULIQUE ET DU FERROVIAIRE AU PEIGNE FIN

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du gouvernement au cours de laquelle plusieurs secteurs ont été examinés, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 10 janvier 2024, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen d'un nombre de dossiers relatifs aux secteurs de l'industrie, de l'agriculture, de l'hydraulique et du développement ferroviaire.

A ce titre, le gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement du projet de réalisation du complexe de trituration de graines oléagineuses, à Jijel, qui devra être réceptionné à la fin du premier semestre 2024 et ce, en application des directives de Monsieur le président de la République relatives à l'accélération de la réalisation de cet important projet devant contribuer fortement à la satisfaction des besoins du marché national. En outre, le gouvernement a entendu une communication sur le suivi de la campagne labours-semences 2023-2024 qui se déroule dans de bonnes conditions grâce aux mesures d'aide et de soutien en faveur des agriculteurs, décidées par le président de la République lors du Conseil des ministres du 1^{er} octobre 2023. Le gouvernement a également entendu un exposé sur un projet développé par une équipe de recherche de l'université de Sidi Bel-Abbès relatif au traitement des eaux usées par le recours à la technique de l'ozone pour leur réutilisation dans l'irrigation agricole en attendant la réalisation des études économiques et environnementales nécessaires".

I.Med

Par Fayçal Oukaci

SELON LE « WALL STREET JOURNAL » :

Les destructions à Ghaza comparables à celles en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale



Le journal américain a noté, dans un de ses articles, que la plupart des 36 hôpitaux de Ghaza sont hors service, « et seuls 8 centres de santé continuent de fournir leurs services à la population ». Il a expliqué que « des églises de l'époque byzantine, des mosquées historiques, des usines, des bâtiments, des écoles, des hôtels, des centres commerciaux ainsi que des sources d'électricité et d'eau ont été soumis à des dommages irréparables à Ghaza ». Le journal souligne que « près de 85 % de la population de Ghaza (2,3 millions) a été contrainte de quitter son foyer et que plus de 21 000 personnes dans

Dans une récente publication, le Wall Street Journal américain a comparé les ravages causés par les attaques sionistes sur la bande de Ghaza à ce qui s'est passé en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945).

la bande ont été tuées dans les attaques (israéliennes) ». La publication américaine a précisé que « La bande de Ghaza est exposée à une situation similaire à la dévastation dont l'Allemagne a été témoin pendant la Seconde Guerre mondiale. » Le Wall Street Journal a cité Robert Pabb, professeur de sciences politiques à l'Université de Chicago et auteur d'un livre sur l'histoire des bombardements aériens, disant : « Ghaza entrera dans l'histoire avec la ville (allemande)

de Dresde et d'autres villes célèbres qui ont été bombardées (pendant la Seconde Guerre mondiale). » Quant au professeur adjoint de l'Université d'État de Kent aux États-Unis, He Yin, il a déclaré dans une interview au journal : « 20 % des zones agricoles de Ghaza ont été endommagées par les attaques israéliennes ». Le journal cite, par ailleurs, un rapport de la Banque mondiale, publié le 12 décembre dernier, dans lequel il affirme que « 77 % des établisse-

ments de santé, 72 % des bâtiments publics et des zones telles que les parcs, les tribunaux et les bibliothèques, 68 % des infrastructures de communication et presque la totalité des infrastructures de communication, des zones industrielles entières ont également été détruites à la suite des attaques israéliennes. » Le Wall Street Journal a noté que « Les États-Unis ont largué 3 678 bombes sur l'Irak entre 2004 et 2010, tandis qu'Israël a largué près de 29 000 bombes sur

Ghaza depuis le 7 octobre. » L'experte en conflits Carolyn Sands, de l'Université Kingston de Londres, a quant à elle déclaré que « dans les meilleurs scénarios, la reconstruction de Ghaza pourrait prendre des décennies », selon le journal américain. Depuis le 7 octobre dernier, l'armée israélienne mène une guerre dévastatrice contre Gaza, qui a fait samedi 23.210 martyrs et 59.167 blessés, pour la plupart des enfants et des femmes, des destructions massives d'infrastructures et une catastrophe humanitaire sans précédent, selon les autorités de la bande de Ghaza les Nations Unies.

M.H.

POUR FAIRE CESSER L'AGRESSION MASSIVE MENÉE CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

APPEL À UNE MARCHÉ MILLIONNAIRE AUX ETATS-UNIS

Les institutions palestiniennes, arabes et islamiques aux Etats-Unis ont appelé, hier, les membres de la communauté arabo-musulmane et les militants de tous les Etats à participer largement à la marche d'un million de personnes prévue samedi prochain à Washington, pour « exiger un cessez-le-feu immédiat et permanent dans la bande de Ghaza ». Dans un communiqué repris par l'agence de presse Wafa, les initiateurs de cette action ont ajouté que la marche sera aussi une occasion pour interpeller le gouvernement américain à mettre un terme à son appui financier et militaire à l'entité sioniste et à appeler à la poursuite des responsables sionistes devant les instances judiciaires internationales. La même source a souligné que pour la réussite de cette action de rue, les initiateurs de la marche ont prévu des moyens de transport depuis tous les Etats américains jusqu'à la place de la Liberté à Washington. Pour rappel, de nombreuses marches et manifestations de solidarité avec le peuple palestinien se sont tenues jusque-là dans plusieurs villes américaines. Plusieurs lettres et pétitions de dénonciation ont été adressées également par des défenseurs des droits de l'homme aux hautes autorités américaines, à l'effet d'agir dans le sens de contraindre l'entité sioniste à surseoir à sa folie meurtrière contre les Palestiniens. Selon les autorités sanitaires palestiniennes, le bilan de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza et la Cisjordanie occupée est passé, mardi soir, à 23.210 martyrs et 59.167 blessés.

R.N.

CRIMES SIONISTES À GHAZA

LA DIPLOMATIE PALESTINIENNE FUSTIGE « LA CÉCITÉ » DES ÉTATS OCCIDENTAUX

Le ministère palestinien des Affaires étrangères et des Expatriés, a dénoncé vigoureusement, mardi dernier « la cécité » de certains pays occidentaux qui refusent encore de voir et de se convaincre de l'injustice des massacres que commet l'entité sioniste contre les Palestiniens dans la bande de Ghaza depuis plus de trois mois. Dans un communiqué repris par l'agence de presse Wafa, la diplomatie palestinienne a indiqué qu'« il est regrettable » de voir encore que certains Etats occidentaux « restent de marbre » face à la guerre de destruc-

tion et des massacres de masse que commet l'entité sioniste dans la bande de Ghaza contre les Palestiniens depuis plus de trois mois, faisant observer que l'agression sioniste « est d'abord une violation du droit international », ajoutant : « Il est vraiment désolant » d'entendre après tant de massacres et de crimes contre les Palestiniens certains Etats occidentaux justifier encore leur soutien à l'entité sioniste sous prétexte de « légitime défense ». Et de poursuivre : « Le peuple palestinien n'endure pas seulement les atrocités de l'armée sioniste, mais aussi la faim, le froid et les épidémies... », notant que « 85% de la population de la bande de Ghaza a été évacuée de force, alors que les trois tiers de la ville de Ghaza « sont désormais réduits en ruines ».

Y.B.

LE PREMIER MINISTRE PALESTINIEN MUHAMMAD SHAYYEH :

« Un esprit de vengeance anime Israël, et les voix doivent s'unir pour mettre fin à l'agression »

Le Premier ministre Muhammad Shtayyeh, dans son bureau à Ramallah, a discuté hier avec le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, Javier Bettel, des développements de l'agression de l'occupation israélienne contre notre peuple dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, y compris à Jérusalem. Shtayyeh a souligné l'importance de l'union de toutes les voix du monde entier pour parvenir à un cessez-le-

feu immédiat et urgent dans la bande de Gaza, en ouvrant tous les passages menant à la bande pour apporter davantage de secours et d'aide médicale, et en rétablissant l'électricité, l'eau et le carburant. Le Premier ministre a déclaré : « Il est regrettable que certains dirigeants du monde continuent de ne pas appeler à un arrêt immédiat du génocide. » Et d'ajouter : « Ce qui anime Israël aujourd'hui, c'est l'esprit de vengeance illimitée, la poursuite de ses

violations et de la colonisation en Cisjordanie, y compris à Jérusalem, et son agression contre la bande de Gaza. Demain, il n'y aura aucune base réelle pour atteindre les deux objectifs de la solution à deux États. » Shtayyeh a souligné qu'il fallait travailler sérieusement pour trouver un horizon politique qui inclut tous les territoires palestiniens, mettant fin à l'occupation, reconnaissant l'État de Palestine par le Luxembourg et tous les pays qui croient en la solution à

deux États et incarnant l'établissement d'un l'État palestinien aux frontières de 1967 avec Jérusalem pour capitale. Le Premier ministre a souligné : « La poursuite des prélèvements illégaux israéliens sur les fonds de dédouanement est un objectif politique, visant à séparer la Cisjordanie de la bande de Gaza et à placer l'Autorité nationale au bord de l'effondrement en raison de son incapacité à remplir ses obligations. »

Wafa

ELLES CODIFIENT LE CALENDRIER BERBÈRE

Les significations sociales de Yennayer

Différents rites sont observés par les populations amazighes durant cette fête. Eloigner la faim, augurer d'une nouvelle année heureuse, célébrer le changement du cycle solaire et accueillir les forces invisibles sur terre sont les quatre principales croyances autour desquelles s'articulent tous les rites pratiqués...



Pour les Amazighs, Yennayer (Tabbut useggas, Ixef useggas) est le mois de l'austérité. C'est le mois où les provisions accumulées pendant les saisons estivale et automnale commencent à s'amenuiser et où le spectre de la faim commence à s'agiter, aussi accomplit-on divers rites pour augurer d'une nouvelle année abondante. « Amenzu n' yennayer » correspond au 1er janvier du calendrier julien, décalé de 13 jours par rapport grégorien en usage actuellement dans le monde. Même si l'on ne sait pas exactement à quelle époque le mot Yennayer est apparu chez les Amazighs, mais tout porte à croire qu'il provien-

drait du mot latin januarius, mois dédié en l'honneur de Janus, dieu des commencements, des portes, des clés

et des choix. Différents rites sont observés par les populations amazighes durant cette fête. Eloigner la

faim, augurer d'une nouvelle année heureuse, célébrer le changement du cycle solaire et accueillir les forces invisibles sur terre sont les quatre principales croyances autour desquelles s'articulent tous les rites pratiqués. Un sacrifice d'une bête « asfel », souvent d'un ou de plusieurs volailles pour éloigner les forces maléfiques pouvant être générées par le changement du cycle solaire ; un repas copieux, des crêpes, des beignets gonflés, des fruits secs pour écarter la faim et augurer d'une année prospère et enfin la purification de la maison, le changement des ustensiles usagés, des trois pierres du kanoun et des jeux masqués « Amghar n'Ucheqquf » pour accueillir les forces invisibles et avoir leur faveurs. Comme il a ses prescriptions, Amenzu n' Yennayer a aussi de nombreux interdits. Il est ainsi interdit de tisser, de moudre et de manger des plats amers ou piquants pour que la nouvelle année ne soit pas de mêmes goûts. Malgré les bruits et les fureurs de l'histoire, ces rites sont à ce jour, parfois scrupuleusement respectés dans plusieurs régions de l'Afrique du Nord.

Boualem B.

L'ÉCRIVAIN ET DRAMATURGE MOHAND AIT-IGHIL À L'EXPRESS

« Yennayer, c'est la fête d'espérance d'un avenir prospère »

Consacré comme journée chômée et payée depuis 2017, le Nouvel An amazigh est célébré de plus en plus dans le faste dans plusieurs régions du pays. Nous avons interrogé l'écrivain et dramaturge Mohand Ait-Ighil sur le sens et les rites de cette fête qui se pose comme la plus ancienne de l'Afrique du Nord.

L'Express : Beaucoup a été dit et écrit sur Yennayer. Ce qu'on remarque dans cette abondante production sur Yennayer, c'est notamment les différentes interprétations concernant l'origine et les différents rites de cette fête et les divergences portant même sur l'étymologie du mot.

COMMENT VOYEZ-VOUS CETTE VARIÉTÉ D'OPINIONS ET PEUT-ON LES CONCILIER ?

Mohand Ait-Ighil : Ce qui est intéressant dans tous ces écrits sur Yennayer, c'est cet engouement pour la question amazighe. Tout le monde cherche les vérités de l'histoire et les traces de ses racines après le déni identitaire qui a prévalu durant des années. Sinon, pour ce qui du début calendaire, il correspond à l'an où les Amazighs ont envahi la région de Siwa (Égypte). Quant aux différences sur les interprétations des rites, sur la signification du nom de Yennayer, les plats cuisinés à l'occasion...elles sont les bienvenues ! Les variantes festives régionales, c'est ce qu'on remarque pour toutes les fêtes populaires de tous les peuples, c'est n'est ni plus ni moins que de l'enrichissement ! Pour ce qui est de la référence du début de l'an amazigh, c'est une proposition de l'Académie Culturelle Berbère sous la présidence de Bessaoud Md Arab, à qui il faut aujourd'hui rendre hommage. Je pense qu'au jour d'aujourd'hui c'est la seule explication plausible et référentielle

Depuis quelque temps l'opinion populaire fait remonter l'origine historique de Yennayer à la victoire, en 950 avant J.C, du roi Chachnâq sur les armées du Pharaon d'Égypte. Cette assertion qui n'est pourtant étayée par aucune preuve historique tend à devenir l'opinion dominante.

AUJOURD'HUI, POUR BEAUCOUP CHACHNAQ ET YENNAYER SONT INDISSOCIABLES. QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Vous avez entièrement raison. Seulement, aujourd'hui la population est loin des croyances sans références. Je conclurais en disant que le terrain n'est pas encore exploré profon-

dément. Il faut qu'il soit investi par les spécialistes.

La fête de Yennayer est célébrée le 12 ou 13 de chaque mois de janvier.

A QUOI RENVOIE CETTE DATE EXACTEMENT ? A LA FIN DE « LYALLI TIMALLALIN » DU CALENDRIER AGRAIRE DES BERBÈRES OU AU CALENDRIER ROMAIN EN USAGE, IL Y A PLUS DE 2000 ANS EN AFRIQUE DU NORD ?

A un moment de notre histoire, les Amazighs ont été coupés de la civilisation. Et quant on découvrit que la terre faisait le tour du soleil en 365 jours et 1/4, nos ancêtres continuèrent le comptage à l'ancien calendrier ; c'est à dire -12 jours en moins. Ce qui donnait, bien-sûr, le 13 du mois de yennayer comme premier jour de l'an.

EST-CE POUR ACCUEILLIR LE DÉBUT DE L'ANNÉE OU POUR D'AUTRES CONSIDÉRATIONS LIÉES AU CYCLE AGRAIRE QUE LES ANCIENNES POPULATIONS DE L'AFRIQUE DU NORD CÉLÈBRENT YENNAYER ?

Traditionnellement parlant, j'ai récolté d'un peu partout, à travers nos régions et chez nos vieilles des explications qui nous orientent plus à l'espérance d'un avenir prospère. Bien-sûr, le tout est entouré de moments joyeux. Il y'a aussi cette pensée envers les absents (on dépose une assiette en pensée à eux). Aujourd'hui, c'est plus une fête de convivialité entre les amis et membres familiaux.

On parle également des interdits de yennayer. Quels sont les choses qui étaient chez les anciens interdites de faire le jour de yennayer ?

Oui. A titre d'exemple, la préparation des gâteaux. Il est prohibé de préparer des gâteaux secs (yekkawen). Il y'a aussi des obligations: sept légumes doivent être mis dans la marmite... Il faut savoir aussi que, c'est l'unique moment où la femme et l'homme mangent ensemble et au même moment. Hormis le sacrifice d'une volaille et la préparation des beignets (lesfenj) qui sont communs dans la célébration de cette fête,

les rites et traditions liés à cette fête varient quelque peu d'une région à une autre. Dans certaines régions on y organise par exemple des carnavaux masqués et pas dans d'autres régions.

QUELLES EXPLICATIONS DONNER À CES DIFFÉRENCES DANS CES RITUELS D'ACCOMPAGNEMENT ?

Je me permettrais de dire que chaque région diffère d'une autre, mais la fête en elle-même est similaire dans l'immense majorité des régions où l'on fête Amenzu n' Yennayer. Le couscous est pour la réunification familiale, les beignets pour leurs gonflements, les crêpes pour leurs douces... et la nuit c'est au tour de Bouafif (le bal masqué) qui fait le tour des maisons du village en sollicitant les villageois de donner quelque chose. A la fin, tout le monde se rencontre au milieu de la placette et, ainsi commence ainsi commence le partage et les danses rituelles.

Avant son officialisation le 27 décembre 2017 comme fête nationale chômée et payée, beaucoup croyaient que Yennayer est réduit uniquement à la Kabylie, mais maintenant ils découvrent que Yennayer était fêté et ce, depuis longtemps dans les quatre coins d'Algérie...

Il se peut qu'il y ait auparavant des gens qui croient que cette fête est réduite à la seule Kabylie, mais on sait que cette fête est célébrée partout dans le pays. Moi-même dans les années 80, j'ai effectué un voyage à Khemis Meliana pour rendre visite à un ami qui passait son service national.

LORS D'UNE DISCUSSION DANS UN CAFÉ, J'APPRENDS QUE LES AUTOCHTONES FÉTAIENT YENNAYER, AINSI QUE D'AUTRES RÉGIONS D'EST EN OUEST DU NORD AU SUD. YENNAYER EST, CHEZ LES ANCIENS, MOIS DE DISETTE MAIS AUSSI D'ESPÉRANCES, QUELLES VALEURS PEUT-IL FAIRE PARTAGER AUJOURD'HUI DANS L'AIRE NORD-AFRICAINE ?

Comme vous le dites, la période hivernale est connue par ses carences alimentaires. Néanmoins ce qu'il y a est souvent partagé.

Aujourd'hui Amenzu n' Yennayer est qualifié comme étant une fête où la nourriture et la joie sont partagées.

Je vous laisse conclure

Merci de m'avoir permis de m'exprimer et d'expliquer amplement l' Amenzu n' Yennayer.

Propos recueillis par Boualem B.

HYDROCARBURES

LA PRODUCTION PRIMAIRE A ATTEINT 194 MILLIONS DE TONNES ÉQUIVALENT PÉTROLE (MTEP) EN 2023

L'Algérie a réalisé une production primaire d'hydrocarbures de 194 millions de tonnes équivalent pétrole (MTEP) en 2023, avec une hausse de la production de gaz naturel à la faveur de la mise en production de nouveaux gisements, alors que les exportations ont atteint 97 MTEP (+3,5% par rapport à 2022), a indiqué, avant-hier, à l'agence publique APS, un responsable au ministère de l'Énergie et des Mines.

« La production primaire d'hydrocarbures a connu une hausse moyenne de près de 1% sur la période 2019-2023, pour s'établir à 194 MTEP à fin 2023 », a déclaré Medjelled Miloud, Directeur général de la Prospective au ministère. Le gaz naturel « représente en moyenne deux tiers de cette production, passant de 127 milliards m³ en 2019 à plus de 136 milliards m³ à fin 2023, soit une hausse annuelle moyenne de 2% sur la période, à la faveur de la mise en production de nouveaux gisements », a-t-il détaillé. Les exportations d'hydrocarbures ont atteint près de 97 MTEP en 2023, contre 93,5 MTEP en 2022, soit une hausse de 3,5%, a-t-il ajouté, précisant que le gaz naturel représentait plus de 50% des volumes exportés.

Pour le moyen terme, la production primaire des hydrocarbures « connaîtra une hausse moyenne de 1,3% pour s'établir à 207 MTEP en 2028 », selon le même responsable. L'augmentation de la production résulte, explique-t-il, essentiellement de l'apport des nouveaux projets qui viennent compenser la baisse des profils des gisements en exploitation. Les nouveaux apports sur la période 2024-2028 « sont évalués à près de 22,5 MTEP ». Concernant la production de gaz naturel, elle évoluera annuellement de 1,4% pour atteindre 146,7 milliards de m³ en 2028, a-t-il encore précisé. A l'origine de cette croissance, la mise en service de nouveaux gisements sur la période 2024-2028, d'un apport additionnel de 16,3 milliards de m³, ainsi que le boosting de Hassi R'Mel et le développement de Touat « qui permettront le maintien d'un plateau de production global de plus de 130 milliards de m³ par an sur la période », a-t-il avancé. Et dans la perspective d'assurer la sécurité de ses approvisionnements et augmenter la production, notamment gazière, le secteur a préconisé plusieurs mesures, a souligné le même responsable.

Il a notamment cité, à ce titre, la promotion du domaine minier national (attractivité des IDE et simplification des procédures et climat des affaires), le renforcement des efforts dans le domaine de l'Exploration & Production, la finalisation des projets en voie de développement, l'augmentation du taux de récupération du pétrole et du gaz ainsi que la diversification du mix énergétique.

R.E.

NOUVELLE RAFFINERIE DE HASSI MESSAOU

Naissance d'un fleuron de l'industrie pétrolière

Le président Abdelmadjid Tebboune avait chargé le gouvernement lors du dernier Conseil des ministres d'accélérer le rythme de mise en œuvre du projet de la nouvelle raffinerie de Hassi Messaoud pour soutenir les capacités nationales de divers types de carburant et d'en orienter une grande partie vers l'exportation.

La nouvelle raffinerie de Hassi Messaoud, en fait, est considérée comme l'un des projets stratégiques du secteur du raffinage dans le pays, afin de sécuriser les besoins nationaux croissants en carburants et d'exporter les excédents à l'étranger.

La raffinerie de Hassi Messaoud sera la deuxième raffinerie de pétrole du pays, en termes de capacité de production. La capacité totale de la raffinerie de Hassi Messaoud située dans la région « Haoud El Hamra » dans la wilaya de Ouargla est estimée à 35,5 millions de barils par an (5 millions de tonnes), ce qui dépasse la capacité de traitement de 97 mille barils par jour. Ce qui la place au deuxième rang après la raffinerie de Skikda, qui a une capacité de 355 mille barils par jour.

Selon l'accord signé en janvier 2020 entre Sonatrach et ses partenaires, la raffinerie devrait produire 7 dérivés pétroliers de base selon les normes européennes « Euro 5 », à savoir le propane, avec une capacité de production estimée à 901,7 mille barils annuels, et le butane avec une production pouvant atteindre 1,27 million de barils par an. Ladite raffinerie produira également de l'essence 95 à raison de 2,49 millions de barils par an, de l'essence 91 avec une capacité de 9,74 millions de barils par an, en plus du carburéacteur « kérosène » d'une capacité de plus de 1,61 million de barils par an et du diesel avec une capacité de production de plus de 18,8 barils par an.

Elle sera la septième raffinerie en Algérie, et devrait por-



ter la capacité du secteur du raffinage à 775 mille barils par jour. C'est également la deuxième raffinerie de la région de Hassi Messaoud qui dispose actuellement d'une raffinerie d'une capacité de seulement 22 000 barils par jour.

La nouvelle raffinerie de Hassi Messaoud sera réalisée dans le cadre d'un accord signé par la Sonatrach avec la société espagnole Tecnicas Runidas et le coréen Samsung Engineering, en janvier 2020, après un appel d'offres lancé en 2017. L'accord prévoyait une période de 52 mois pour mettre en œuvre les étapes liées au domaine de l'ingénierie, de l'approvisionnement et de la construction, et en conséquence, le projet devrait être livré en mars 2024.

L'accord prévoyait également l'ajout de deux ans dans le cadre de la garantie stipulée au contrat. Ensuite la réception définitive du projet interviendra en mars 2026.

Le coût du projet de cette nouvelle raffinerie, selon les chiffres fournis par Sonatrach lors de la signature de l'accord, est estimé à 3,7 milliards de dollars et vise à valoriser la production nationale de divers types de carburants et d'huiles pour couvrir les besoins accroître la demande intérieure, à moyen et long terme, ainsi qu'orienter la production excédentaire vers l'exportation.

L'Algérie possède 6 raffineries d'une capacité allant jusqu'à 677 mille barils par jour. Au premier rang se trouve celle de Skikda, qui a une capacité de raffinage de 355

mille barils par jour, ainsi que la raffinerie de condensats de Skikda, d'une capacité de 122 mille barils par jour, et la raffinerie d'Arzew, qui a une capacité de raffinage de 87 mille barils par jour.

A cela s'ajoutent la raffinerie d'Alger d'une capacité de raffinage de 78 mille barils par jour, la raffinerie, actuelle, de Hassi Messaoud d'une capacité de 22 mille barils par jour et la raffinerie d'Adrar d'une capacité de 13 mille barils par jour.

Les raffineries de pétrole en Algérie répondent aux besoins du marché local en dérivés pétroliers. Ce qui a contribué à ce que le pays cesse l'importation de ces types de produits.

La capacité totale des raffineries algériennes s'est stabilisée en 2022 à 677 mille barils par jour, tandis que leur production a augmenté de 4% sur une base annuelle, pour atteindre 669 mille barils par jour au cours de la même année.

Pour rappel, l'Algérie vise à investir 30 milliards de dollars dans l'exploration et la production d'hydrocarbures entre 2023 et 2027, afin d'assurer la sécurité énergétique du pays et d'exporter à l'étranger. Il est prévu que sa capacité de production de diesel atteigne 12,5 millions de tonnes (91,62 millions de barils) d'ici 2030, avec l'agrandissement de la raffinerie de Skikda pour augmenter la capacité de production de diesel de 4 millions de tonnes (29,32 millions de barils).

N.S.

Mourad H.

AGRICULTURE

PLUS DE 63 000 HECTARES DE FONCIER SERONT OCTROYÉS PAR VOIE DE CONCESSION

Le Directeur de l'organisation foncière et de la mise en valeur des terres au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Tefiani Wahid, a affirmé, mardi, que la superficie des terres agricoles disponibles à travers le territoire national et qui seront octroyées par voie de concession était estimée à 63 481 hectares.

Le même responsable s'exprimait lors d'une séance de travail avec la Commission de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement de l'Assemblée populaire nationale (APN), à l'occasion de la préparation d'une journée parlementaire autour du foncier agricole, dont l'organisation est prévue prochainement.

M. Tefiani a indiqué que parmi ces terres recensées par l'Office national des terres agricoles (ONTA), lors de ses sorties sur le terrain, dans le cadre de son suivi des terres agricoles disponibles, il a été procédé au recensement de 13 380 ha de terres en surplus n'ayant pas été encore distribuées et de 50 100 ha disponibles prove-

nant des opérations de récupération.

Selon lui, les sorties de terrain concernant ces terres récupérées, ont fait état de l'existence de 2 463 ha non exploitées et 34 787 ha exploitées illégalement, tandis que 12 850 ha étaient en cours de recensement.

Concernant l'assainissement du foncier agricole dans le cadre du programme de possession de propriété de foncier agricole, au titre de la loi d'août 1983, l'office a recensé 241 840 hectares, selon l'intervenant.

Le dossier, explique-t-il, a été transféré à la Primature, lequel comprend les différents problèmes soulevés et liés à ce foncier et à la possibilité de mettre en valeur les terres par la possession du foncier agricole.

Il a rappelé, à ce propos, les instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, données lors d'une réunion du Conseil des ministres en décembre dernier, à l'effet de « régulariser définitivement les dossiers de mise en

valeur des terres agricoles d'ici à fin janvier 2024. Afin de mettre en œuvre ses instructions, dit-il, « le ministère a adressé une correspondance à trente-cinq wilayas concernées pour lever les obstacles qui entravent la régularisation du dossier ».

Concernant l'assainissement du foncier dans le cadre de la conversion du droit de jouissance permanente en droit de concession en vertu de la loi d'août 2010, fixant les conditions et modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, cette opération a enregistré depuis le début de son application un taux d'avancement de 94%, alors que le nombre total des dossiers relatifs à ces terres est estimé à 208 810 dossiers initiaux pour une superficie de 2.310.731 hectares, selon les statistiques fournies par le même responsable.

BOUIRA

La neige redonne à Yennayer toute sa symbolique

Le centre de Tikjda affiche complet. On enregistre un afflux de touristes venus de différentes régions du pays pour fêter Yennayer, le Nouvel An amazigh. Un évènement qui renvoie à l'attachement à la terre. Yennayer signifie également la rudesse du froid. La neige, qui couvre des contrées de la wilaya d'un épais manteau, augure d'une saison agricole abondante.

La neige recouvre depuis quelques jours les hauteurs et les sommets de Bouira, provoquant un froid glacial dans la région qui redonne à Yennayer toute sa symbolique. D'importantes quantités de neige se sont abattues depuis jeudi dernier sur les sommets, notamment les hauteurs du Grand Djurdjura et Tikjda, entraînant d'importantes chutes de température dans toute la région où un froid hivernal intense y règne marquant ainsi l'approche du passage à un nouvel an amazigh (Yennayer 2974). "Le retour de la neige et du froid augure d'une année agricole fertile et productive, c'est la symbolique de Yennayer ayant un trait étroit avec la terre, la neige et la pluie", a souligné à l'APS, Mohamed Djellaoui, enseignant et chercheur en littérature et culture amazighes. "Le nouvel an amazigh est souvent célébré dans la joie et l'espoir à travers des rites et des traditions ancestrales retraçant l'histoire mythologique de

Yennayer. Celui-ci signifie aussi la rudesse du froid hivernal que provoquent la neige et les pluies", a-t-il expliqué. Dans la mythologie amazighe, Yennayer, ou le nouvel an berbère, perpétue le rituel d'une histoire liée à une chèvre légendaire. Cette chèvre, toute contente de ne pas avoir été trop malmenée par le froid glacial, ni emportée par les crues hivernales de Yennayer, correspondant à une bonne partie du mois de janvier, avait suscité l'ire de ce dernier. Fâché devant l'air narquois du caprin qui l'avait traité, à son ultime jour, "d'incapable de lui causer du tort", Yennayer lui avait juré "d'emprunter une journée auprès de son frère Fourar (Février)". La chèvre, dit-on, "se remit à trembler de froid et eut peur d'être emportée par des eaux en furie". "C'est un mythe qui raconte la symbolique de Yennayer par rapport à la rudesse de l'hiver", a expliqué Mohamed Djellaoui. Dans beaucoup de régions de la wilaya de Bouira, les paysans connaissent



bien l'histoire mythique de la chèvre avec Yennayer. Cette légende mythologique est conservée dans la mémoire collective, mais beaucoup la transmettent avec le personnage d'une vieille bergère avec sa chèvre, que l'ire de Yennayer a pétrifiée. "C'est vrai que cette histoire est mythique, mais elle retrace aussi des traditions et des rites de nos ancêtres célébrant le passage au nouvel an amazigh et marquant surtout leur attachement à la terre", relève Smail, un vieux paysan du village montagneux

d'Aguouillal (El Adjiba). Rencontrés dans la localité d'Aguouillal, nichée au cœur du Djurdjura (Nord-est de Bouira), des agriculteurs n'ont pas caché leur optimisme quant à une saison agricole abondante après les dernières précipitations et avec le retour de la neige recouvrant les sommets. "Pour nous, Yennayer c'est la neige, la pluie, et le froid, et nous célébrons son début le 12 janvier de chaque année pour annoncer une nouvelle année agricole productive", a expliqué pour sa part Mohamed, un vieil agriculteur

du village. Ce septuagénaire dit se souvenir encore du bon vieux temps lorsque, lui et sa famille, ramassaient de quoi se chauffer durant les longues nuits hivernales de Yennayer (Janvier). "Le froid était d'une intensité extrême, et nous préparions souvent des bouillons chauds et des légumes pour bien se nourrir et se chauffer contre le froid de l'époque", se rappelle-t-il. A la veille de la célébration de Yennayer 2974, beaucoup de touristes, dont des familles, ont afflué depuis quelques jours déjà au centre national de sport et de loisir et de Tikjda (CNSLT) pour fêter le nouvel an amazigh en plein neige et en haute montagne. C'est le cas de Said, un homme de plus de 60 ans qui a préféré se rendre au CNSLT pour vivre la fête de Yennayer. Le centre de Tikjda a déjà affiché complet depuis le week-end dernier après l'arrivée massive de familles et de touristes en provenance de plusieurs wilayas du pays. "Le CNSLT est complet depuis déjà quelques jours, il n'y a plus de place. Beaucoup de familles sont là pour célébrer le passage au nouvel an amazigh (Yennayer)", a fait savoir Khaled Djellal, chargé de la communication et de l'animation au CNSLT.

APS

GHARDAÏA :

Plus de 900 ha mobilisés pour la réalisation de cinq centrales photovoltaïques

Une superficie globale de 940 hectares a été affectée dans la wilaya de Gharadaïa à la réalisation de cinq centrales photovoltaïques d'une capacité globale de 490 mégawatts, a-t-on appris de la direction de l'Energie et des mines (DEM). Cette superficie a été localisée sur des sites situés respectivement dans les communes de Metlili (500 ha) et (20 ha), Guerrara (200 ha), El Ateuf (200 ha) et Berriane (20 ha), et ce, sur la base de résultats d'enquêtes sur terrain, confortés par des critères adaptés aux exigences de réalisation des stations d'énergie solaire, a précisé le directeur du secteur, Taleb Boukhalfa. Ces cinq sites devant abriter ces centrales ont été sélectionnés sur des critères de qualité particuliers, notamment l'ensoleillement exceptionnel, la proximité de la route, en plus du fait que chaque site bénéficie d'un réseau électrique pour transporter l'énergie produite, a-t-il souligné. Un appel à manifestation d'intérêt national et international pour l'investissement et la réalisation de ces cinq stations solaires d'une puissance globale de 490 MW à proximité des localités suscitées a été lancé, a fait savoir M. Boukhalfa. En ligne avec la stratégie énergétique du pays visant la concrétisation d'un programme de développement des énergies renouvelables à l'horizon 2032 d'une capacité de 15.000 MW à travers le territoire national, les pouvoirs publics ont déployé des efforts louables pour mettre à niveau et renforcer les infrastructures de base d'une part et, d'autre part, la création d'une dynamique d'investissement autour des potentialités de la wilaya de Gharadaïa, a-t-il soutenu. Toutes les mesures de facilitation pour répondre aux doléances et

autres intérêts exprimés par les investisseurs candidats à la réalisation de ces stations conformément aux procédures et cahiers des charges portant réalisation de l'étude, de l'engineering, du génie civil, de fourniture, de transport, de montage, de formation d'essais, d'expériences, de raccordement et de mise en service, ont été prises pour la réussite de cet ambitieux programme, assure-t-on. Ce programme vise à renforcer la production et l'approvisionnement en électricité, à assurer les besoins en la matière à moindre coût, efficacement et durablement, ainsi qu'à relever le

défi du réchauffement climatique et à créer une nouvelle dynamique économique basée sur les énergies propres, a rappelé le directeur du secteur ; Parallèlement à ce chantier de réalisation de ces stations, les responsables de la wilaya ont encouragé la généralisation de l'énergie solaire notamment dans les écoles et l'éclairage public afin de réduire la facture énergétique des communes. La région de Gharadaïa a été, pour rappel, choisie par les pouvoirs publics pour être une plateforme de formation dans le Sud du pays pour la maîtrise du processus de développement

des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire. Une unité de recherche appliquée en énergie renouvelable (URAER), la première dans le Sud du pays, a été créée en novembre 2002 à Gharadaïa. Affiliée au Centre de recherche appliquée en énergies renouvelables (CDER), selon ses statuts, cette unité s'attelle à la maîtrise et au développement de nouvelles technologies à l'innovation, à la recherche et la formation dans le domaine d'énergies renouvelables appliquées aux différents domaines socioéconomiques.

APS

PORT DE DJEN DJEN (JIJEL):

Deux shiploaders seront mis en service au cours du premier semestre 2024

Deux (2) shiploaders (grandes machines utilisées pour le chargement de matériaux solides à bord des navires) seront mis en service "au cours du 1er semestre de 2024" au port de Djen Djen, à Jijel, a indiqué, lundi, le Président-directeur général de ce port, Abdeslam Bouab. Le même responsable a précisé que les deux machines, qui permettront, après leur mise en service, d'accélérer l'expédition des matériaux solides destinés à l'exportation, ont été commandées de Chine et devraient être réceptionnées au port en avril et juin prochains. M. Bouab a ajouté que la réception des deux shiploaders permettra d'augmenter les capacités de chargement et d'accélérer

les opérations d'expédition de matériaux solides destinés à l'exportation, en particulier le clinker (matière première du ciment). Ces équipements permettront également l'accostage et la sortie des navires dans un court laps de temps, la réduction des délais d'attente des navires et leur longue attente en rade, onéreuse en termes de surestaries. Cela est de nature, a encore indiqué le même responsable, à augmenter la compétitivité du port qui pourra ainsi améliorer substantiellement ses revenus. Un premier shiploader avait été installé en octobre 2023 au port de Djen Djen, au profit du groupe Holcim Algérie, d'une capacité de chargement de 18.000

tonnes/jour, a aussi déclaré M. Bouab, rappelant que ce port avait connu, en 2023, une augmentation significative de ses échanges commerciaux, qui sont passés de 9,2 millions de tonnes en 2022 à 9,8 millions de tonnes, soit une augmentation de 7 %. Les exportations hors hydrocarbures à partir du port de Djen Djen (fer, ciment, matériaux de construction et autres) ont également enregistré une hausse estimée à 3 % au cours de l'année 2023. Un chiffre qui devrait notablement augmenter après l'achèvement des travaux du terminal à conteneurs, a conclu le PDG du port.

APS

235 MILLIONS D'ÉTUDIANTS INSCRITS D'ICI LES DÉFIS DE L'INTELLIGENCE DANS LE MILIEU

Selon un rapport de l'Unesco, on dénombre à travers le monde environ 235 millions d'étudiants inscrits dans les universités mais, en dépit de la demande, le taux mondial des inscriptions est de 40% et de grandes disparités existent entre les pays et les régions. L'UNESCO est la seule agence des Nations Unies mandatée pour l'enseignement supérieur et l'organisation coopère avec les pays afin que des possibilités d'enseignement supérieur de qualité soient accessibles à tous. Elle met l'accent en particulier sur l'inclusion, la reconnaissance des qualifications et l'assurance qualité, en particulier dans les pays en développement. L'agence onusienne œuvre pour accroître les possibilités offertes aux étudiants ainsi que leur mobilité, par le biais de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur et du Passeport UNESCO des qualifications pour les réfugiés et les migrants vulnérables, entre autres instruments. Elle aide les pays à développer leurs propres agences et réseaux d'assurance qualité.

en vigueur le 5 mars 2023. Au 1er décembre 2023, 25 Etats l'avaient ratifiée.

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN MARCHÉ VERS 2030

Selon les experts de l'UNESCO, l'enseignement supérieur joue un rôle important et aux dimensions multiples dans le nouveau programme de développement mondial qui vise à éliminer la pauvreté, tout en répondant à des besoins sociaux tels que l'éducation, la santé, la protection sociale, l'emploi, la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement. Tous ces domaines, et d'autres encore, sont pris en compte par les 17 Objectifs de développement durable (ODD).

Partout, les campus sont appelés à jouer un rôle crucial dans le succès de ce programme ambitieux. Ils ont la capacité de fournir les ressources humaines et les connaissances pointues indispensables pour relever les défis complexes du développement durable. Le principal atout des

tion sur l'enseignement supérieur produit récemment par le Rapport mondial de suivi sur l'éducation et l'IIPE examine certaines implications de la cible de l'ODD pour l'enseignement supérieur. Le document traite de la notion d'accessibilité financière à l'enseignement supérieur. Pour être abordable, il faut d'une part que les frais d'inscription et de subsistance ne fassent pas obstacle à l'accès au supérieur, et d'autre part qu'ils ne soient pas un frein à la participation et à la réussite des étudiants qui ont les aptitudes nécessaires. Or, du fait du développement rapide de l'enseignement supérieur et de l'incapacité de nombreux États de créer des places dans les établissements, une part croissante du coût de l'enseignement supérieur a été reportée sur les ménages, notamment les plus pauvres, dont les enfants sont souvent la première génération à accéder à l'enseignement supérieur. Se pose alors la question de savoir qui doit payer et quelle peut être la contribution des étudiants et des familles de milieux modestes. Les prêts étudiants soumis à des conditions de revenus et assortis de plans de remboursement acceptables peuvent, en combinant viabilité et accessibilité financières, être une solution. L'analyse plaide pour des prêts soumis à conditions de ressources, et préconise que les remboursements n'excèdent pas 15 % du salaire brut de l'ex-étudiant.

Il n'existe évidemment pas de définition universelle de ce qu'est un enseignement supérieur de qualité. Les pays (par le biais de leur système national d'assurance qualité), les établissements d'enseignement supérieur et leurs professeurs doivent définir la qualité en fonction de leur situation : disciplines, établissements, contexte local et national. Il est par conséquent difficile de donner des orientations internationales en dehors des codes internationaux de bonnes pratiques existants, globalement très généraux.

L'orientation future de l'enseignement supérieur dessinée par les ODD permet de nombreux choix nationaux et institutionnels, mais fait clairement de l'enseignement supérieur un levier du développement durable. Les 17 ODD exigent, dans l'enseignement comme dans la recherche, une coopération internationale poussée pour trouver des solutions innovantes aux problèmes écologiques et de société. Les établissements d'enseignement supérieur doivent élaborer une approche institutionnelle holistique du développement durable englobant l'enseignement, la recherche et un fonctionnement écologiquement rationnel. Au niveau mondial, il existe déjà plusieurs réseaux universitaires nord-sud et quelques universités ont pris des mesures pour intégrer systématiquement les questions de développement durable dans leur enseignement et leur recherche. Mais beaucoup d'autres établissements ont besoin d'être mieux informés sur les ODD et de mobiliser davantage la communauté universitaire pour s'engager pleinement dans ce programme mondial. C'est en particulier le cas des universités des pays industrialisés et de celles qui ne connaissent pas bien la rhétorique et le milieu des programmes d'action des Nations unies.

Les organismes de financement de l'enseignement supérieur doivent quant à eux reconnaître pleinement le rôle que les établissements d'enseignement supérieur peuvent jouer dans la mise en œuvre des ODD avec des programmes de bourses ciblés et des possibilités de financement qui favorisent la collaboration interuniversitaire pour le développement de la recherche et de la formation dans les domaines liés aux ODD.

LE NOUVEAU RÔLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

D'après les experts de l'UNESCO, les universités et les établissements d'enseignement supérieur sont un terreau fertile pour les idées nouvelles,

l'innovation et les acteurs-clés comme les universités, les entreprises, les sociétés civiles, les investisseurs et les gouvernements. Les universités doivent jouer un rôle central dans la mise à l'échelle de l'enseignement supérieur de qualité et de l'assurance qualité, en particulier dans les pays en développement. Elles doivent être capables de relever les défis d'accessibilité financière à l'enseignement supérieur, de garantir la qualité et de promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat. Elles doivent également jouer un rôle central dans la mise à l'échelle de l'enseignement supérieur de qualité et de l'assurance qualité, en particulier dans les pays en développement. Elles doivent être capables de relever les défis d'accessibilité financière à l'enseignement supérieur, de garantir la qualité et de promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat. Elles doivent également jouer un rôle central dans la mise à l'échelle de l'enseignement supérieur de qualité et de l'assurance qualité, en particulier dans les pays en développement. Elles doivent être capables de relever les défis d'accessibilité financière à l'enseignement supérieur, de garantir la qualité et de promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat.

■ L'enseignement supérieur joue un rôle important aux dimensions multiples dans le nouveau programme de développement mondial. Les évolutions technologiques rapides et notamment les outils d'intelligence artificielle, bien qu'ils ouvrent de nouveaux horizons, engendrent inévitablement de multiples risques et défis.

En novembre 2019, la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur a été adoptée par la 40e session de la Conférence générale de l'UNESCO, devenant le premier traité des Nations Unies sur l'enseignement supérieur de portée mondiale. La Convention mondiale établit des principes universels pour une reconnaissance équitable, transparente et non discriminatoire des qualifications de l'enseignement supérieur et des qualifications donnant accès à l'enseignement supérieur et offrant des possibilités d'études et d'emploi. Comportant des dispositions sur les modes d'apprentissage non traditionnels, la Convention mondiale facilite également la reconnaissance des qualifications, des acquis et des périodes d'études réalisées à distance. En outre, elle favorise la reconnaissance des qualifications des réfugiés, même dans les cas où les preuves documentaires font défaut.

En ratifiant la Convention mondiale, les pays s'engagent à renforcer la coopération internationale dans l'enseignement supérieur, à améliorer sa qualité dans leur pays et dans le monde, et à contribuer à faire de la mobilité académique et de la reconnaissance des qualifications une réalité pour des millions de personnes à travers le monde. La Convention mondiale a reçu sa 20ème ratification le 5 décembre 2022. Elle est entrée

en vigueur le 5 mars 2023. Au 1er décembre 2023, 25 Etats l'avaient ratifiée.

établissements d'enseignement supérieur est l'interdisciplinarité de leurs enseignements et de leurs recherches, sans oublier leur capacité d'imaginer des solutions innovantes à des problèmes mondiaux et locaux. De par ses fonctions de formation des enseignants et de recherche en éducation, l'enseignement supérieur est un pilier du système éducatif. Le programme Éducation 2030 est nettement plus ambitieux que les précédents Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD), essentiellement axés sur l'enseignement primaire et l'égalité des genres. L'ODD4, qui est le but général du programme, vise à « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Plus précisément, l'ODD4 insiste sur 12 années d'enseignement primaire et secondaire public gratuit, dont neuf années obligatoires. Il plaide pour un système éducatif intégré, qui inscrit l'enseignement supérieur dans un système d'apprentissage tout au long de la vie. Deux cibles mentionnent spécifiquement l'enseignement supérieur, notamment la cible 4.3 : « D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable. » Un document d'orienta-

DANS LES UNIVERSITÉS DANS LE MONDE

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

UNIVERSITAIRE

et la recherche, façonnant des secteurs comme la santé et les énergies renouvelables, ainsi que les politiques visant à édifier des sociétés cohésives et justes. L'enseignement doit préparer les diplômés des compétences nécessaires pour intégrer le monde du travail, et les futurs enseignants, appelés à préparer la nouvelle génération d'étudiants. L'impact est infini et dicte les moyens de relever non seulement le 4e objectif éducatif de développement durable (ODD4), mais aussi les 17 objectifs de l'agenda 2030.

En outre, c'est aussi l'occasion de réinventer le secteur de l'enseignement supérieur pour répondre pleinement aux pressions et défis d'aujourd'hui, afin de préparer les étudiants à un avenir meilleur. Ce secteur en pleine mutation attire de plus en plus d'étudiants de tous horizons. Cependant, en tant que responsables de systèmes éducatifs, nous devons également préparer les étudiants, en ouvrant les ressources au plus grand nombre pour mettre le secteur en conformité avec les exigences énoncées dans les ODD. Les défis systémiques et institutionnels sont nombreux pour garantir un niveau optimal de pertinence dans ce contexte de changement technologique. Il faut adapter les programmes aux exigences d'un avenir vert, lutter contre la corruption et la fraude, ouvrir virtuellement l'accès aux campus au plus grand nombre, hommes et femmes, ainsi que surmonter les obstacles déplaçés ou contraintes de budget ailleurs.

Dans l'enseignement supérieur, la pandémie a été une véritable onde de choc dans le système éducatif. Il est indispensable d'investir dans ce secteur dans les situations de crise. Le haut degré de compétences des diplômés est un atout majeur pour reconstruire l'économie. Trop souvent, les mesures visant à atténuer les effets dévastateurs des crises négligent l'enseignement supérieur. Il faut donc élargir la définition de l'éducation, incluant la planification sectorielle, de nouvelles carrières et une nouvelle expertise. L'enseignement supérieur ne pourra jouer son rôle dans les ODD que s'il offre une égalité d'accès et de chances à un plus grand nombre. Selon le Rapport mondial de suivi de l'éducation de l'UNESCO, seuls 1% des plus pauvres ont fait plus de quatre ans d'études supérieures, contre 20% des plus riches. Ce rapport appelle à garantir un accès équitable et de qualité à l'enseignement supérieur, en tenant compte de différentes politiques. Ce rapport appelle à stimuler la pensée et les idées créatives sur l'avenir de l'enseignement supérieur jusqu'à 2050. Le projet adopte une approche globale, en nourrissant le discours sur le rôle de l'enseignement supérieur dans un cadre d'une initiative plus large de l'UNESCO intitulée Futures of Education. Ces dernières années ont été marquées par la croissance des défis tels que la croissance de la population, la pandémie et la privatisation de l'enseignement supérieur financé par le pouvoir public, les défis des systèmes d'accréditation, un manque de financement et les changements dans la manière dont l'enseignement supérieur est financé. Les opportunités externes pour les systèmes d'enseignement supérieur incluent les défis démographiques et politiques, les conflits, la guerre et les conflits et, comme nous l'avons vu récemment, la pandémie. Ces facteurs affectent tous les aspects de l'enseignement supérieur, le milieu éducatif et la fonction de l'enseignement supérieur. L'avenir de l'enseignement supérieur devra fournir à l'avenir, et être financé et financé. Le projet génère une approche innovante des nouvelles pers-



pectives sur les futurs de l'enseignement supérieur sur la base des consultations ouvertes et d'experts, groupes de discussions pour les jeunes et une révision bibliographique multilingue. Les deux questions directrices du projet sont les suivantes : Comment souhaitez-vous qu'il ressemble l'enseignement supérieur en 2050 ? Comment l'enseignement supérieur pourrait-il contribuer à un meilleur futur pour tous en 2050 ?

RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN AFRIQUE

Avec 70 % de la population totale âgée de moins de 30 ans, la jeunesse est l'une des plus grandes raisons d'être optimiste en Afrique, car l'accès à l'enseignement supérieur pour cette jeunesse devrait être un moteur majeur du développement économique, de la cohésion sociale et d'une paix durable. Pourtant, l'exploitation de ce potentiel est confrontée à plusieurs défis. Les moyens de relever ces défis ont été au cœur d'un Séminaire des Chaires UNESCO qui s'est tenu le 21 septembre 2023 sur le thème "La feuille de route 2022 de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur et Campus Afrique, l'un des programmes phares de la stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la priorité Afrique (2022-2029), ont servi de cadre pour nourrir les discussions. Campus Afrique vise à construire des systèmes et des institutions d'enseignement supérieur intégrés, inclusifs et de qualité, pour le développement des sociétés inclusives et équitables sur le continent, comme l'a souligné Rita Bissoonauth, Directrice du Bureau de liaison de l'UNESCO auprès de l'Union africaine. Borhene Chakroun, Directeur de la Division des politiques et des systèmes d'apprentissage tout au long de la vie de l'UNESCO, a donné le ton du débat, en déclarant dans son discours d'ouverture que : "les universités doivent devenir des incubateurs de transformation sociale". Les différents intervenants ont identifié plusieurs défis, notamment, le faible taux d'inscription dans l'enseignement supérieur de la région, qui est d'environ 9 %, alors que la moyenne mondiale est de 42 %. Alors que la demande d'accès à l'enseignement supérieur augmente, les universités de la région sont saturées et incapables de fournir un environnement d'apprentissage adéquat, y compris pour l'enseignement technique supérieur. L'enseignement supérieur sur le continent est actuellement sous-financé au niveau national, y compris le taux d'investissement dans la recherche et le développement qui s'élève en moyenne à 0,38 % du PIB (contre 2,25 % en Europe et en Amérique du Nord). D'autres intervenants ont également souligné le taux de chômage élevé chez les jeunes en Afrique ainsi que la nécessité de mieux adapter les compétences des diplômés au mar-

ché du travail : actuellement, quelques 20 à 50 % des diplômés ne trouvent pas d'emploi après l'obtention de leur diplôme. L'absence d'autorités et de mécanismes d'assurance qualité en Afrique, par rapport à d'autres continents, a également été soulignée, et le Professeur Jean Kouliadiati, Recteur de l'Université panafricaine, a mis l'accent sur l'inadéquation de la formation des enseignants.

« L'enseignement supérieur doit être fondé sur le concept de travail en commun, plutôt que sur la recherche individuelle, qui va à l'encontre des principes de l'Ubuntu. » La Professeure Mpine Makoe, Doyen exécutif du College of Education, UNISA, dans son discours d'ouverture, a démontré qu'une grande partie des difficultés actuelles des systèmes d'enseignement supérieur africains sont liées aux systèmes coloniaux qui ont imposé des programmes d'études "destinés à subjuguier". Selon elle, cela a conduit à un système inéquitable, élitiste par nature, où trop peu de personnes sont à l'origine de la croissance économique, ce qui conduit à des désillusions et à des conflits. Alors que de plus en plus de personnes cherchent à accéder à l'enseignement supérieur, le moment est venu de réfléchir aux systèmes et aux structures, en les alignant sur un mandat de justice sociale. L'accès à l'enseignement supérieur devrait être ouvert à des groupes plus divers, être abordable et garanti en tant que droit de l'homme, et les programmes d'études devraient être décolonisés. Par-dessus tout, l'enseignement supérieur devrait être remodelé en fonction des besoins de l'Afrique et être "fondé sur le concept de travail en commun, plutôt que sur la recherche individuelle. L'accent est mis sur la nécessité d'une harmonisation au niveau continental et d'un renforcement de la coopération en Afrique, en termes de partage et de développement des connaissances, afin que les institutions et les chercheurs puissent contribuer de manière significative à l'avenir de l'Afrique.

Les technologies numériques, y compris l'intelligence artificielle, offrent un grand potentiel pour ouvrir des opportunités éducatives à travers le continent. Elles permettent d'innover et d'évaluer les connaissances à partir d'un large éventail de sources.

UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS L'ENSEIGNEMENT

L'intelligence artificielle ne cesse de faire parler d'elle. Particulièrement dans l'enseignement. Lancé en novembre 2022, ChatGPT a bouleversé les modalités d'évaluation dans l'enseignement supérieur. « Pour les étudiants comme les professeurs, l'IA générative permettrait de contribuer à améliorer l'enseignement et faciliter grandement la réalisation de certaines tâches chronophages et complexes. Dans ces nombreuses fon-

ctionnalités, elle facilite la correction, la traduction et la recherche d'informations et peut également contribuer à créer de nouveaux supports pédagogiques davantage personnalisés et améliorer ceux existants. Bien évidemment, ces outils ne remplacent pas la pensée critique humaine mais utilisés intelligemment, ils permettent d'alléger certaines tâches et ainsi de réinvestir ce gain de temps dans l'enseignement et la recherche », indique un article publié dans le journal La Libre. Les experts prônent une utilisation responsable et règlementée de ces nouveaux outils. Une utilisation tolérée mais moyennant une certaine transparence méthodologique attendue des étudiants. L'accent est mis sur l'importance de vérifier le contenu généré, passant par un référencement rigoureux de ses sources et une utilisation conforme aux pratiques de l'intégrité académique et scientifique. Une réflexion sur la place de l'IA dans la rédaction des travaux occupe également une place importante dans le débat, notamment en ce qui concerne la rédaction du mémoire de fin d'études. L'utilisation de l'IA a tout de même ses limites ce dont les universités ont bien conscience. En effet, le contenu généré n'est pas toujours d'une grande qualité et pertinent. C'est la raison pour laquelle les réglementations des universités insistent sur la nécessité pour l'étudiant de vérifier l'information et de faire preuve d'esprit critique.

Face à ces outils intelligents, la tentation de ne plus réfléchir par soi-même est en effet parfois grande quand la réponse à toutes nos questions est à portée de quelques clics. L'avènement d'un usage règlementé de l'IA pose également question en termes d'évaluation, face à ce nouvel outil, il est nécessaire pour les professeurs de revoir certaines méthodes d'évaluation en délaissant les questions de pure restitution et en privilégiant les questions de réflexion », estime la même source.

Ainsi, le recours grandissant à l'intelligence artificielle continue de bouleverser l'enseignement supérieur. Après la vague de questionnements liés à la mise en ligne de ChatGPT en novembre 2022, les universités continuent à chercher la parade pour éviter le plagiat et la triche de leurs étudiants. À Prague, la faculté d'économie vient d'annoncer une mesure encore unique en Europe. Selon le magazine américain Forbes que l'établissement a confirmé un changement non négligeable dans ses enseignements. Désormais, les étudiants de licence n'auront plus à rédiger de mémoire. Cet exercice qui consiste à rédiger plusieurs dizaines de pages sur un sujet de son choix avant de le soutenir à l'oral est pourtant une modalité d'évaluation universelle, souvent indispensable pour valider un diplôme. Mais l'apparition d'outils d'intelligence artificielle générative - à l'instar de ChatGPT - change les règles du jeu. Désormais, en quelques clics, il est possible de faire écrire des paragraphes entiers par un robot conversationnel tout en obtenant une excellente note. Une forme de triche que l'établissement souhaite éviter. « Nous allons concevoir la fin de la licence d'une manière pratique, qui laissera beaucoup moins de place au plagiat et dont les étudiants tireront beaucoup plus d'expériences utiles dans leur vie », a indiqué le doyen de l'université au Frankfurter Allgemeine Zeitung, un grand quotidien allemand. Et la suppression du mémoire universitaire pourrait s'élargir à d'autres universités du pays, précise le doyen.

Jusqu'à présent, les mesures prises pour lutter contre le plagiat étaient plutôt disjointes. Les établissements avaient réagi au compte-goutte dès le mois de janvier 2023 pour annoncer leur position. La rédaction de mémoires et de devoirs à effectuer chez soi inquiétait particulièrement et les universités évoquaient surtout la volonté de développer des logiciels anti-plagiat, censés reconnaître la plume de l'intelligence artificielle.

Par Amel B. et Agences

NIGERIA

LE GROUPE DANGOTE VISÉ PAR UNE ENQUÊTE ANTI-CORRUPTION

Le principal conglomérat industriel nigérien est dans le viseur de la Commission des délits économiques et financiers. Vendredi dernier, à Lagos, les enquêteurs de cette agence anti-corruption se sont rendus dans les locaux du groupe Dangote demandant des détails sur toutes les devises étrangères qui lui ont été allouées par la Banque centrale du Nigeria depuis 2014. Le groupe dans un communiqué dimanche, a noté avec regret la décision de l'EFCC de s'inviter de manière impromptue dans ses locaux après avoir refusé de lui accorder plus de temps pour constituer les documents exigés. Dangote ajoute qu'aucun document n'a été emporté par les enquêteurs lors de leur perquisition puisqu'ils avaient au préalable été envoyés dans les bureaux de la commission des délits économiques. Le groupe industriel s'est dit toutefois prêt à coopérer avec l'agence en fournissant toutes les informations nécessaires. Mais rappelle, par ailleurs, qu'il ne s'agit à l'heure actuelle que d'une demande d'information et non d'une accusation de corruption contre l'une de ses entreprises.

"Notre Groupe est un contributeur clé au PIB national, le plus grand employeur du secteur privé, l'un des plus grands groupes répertoriés à la bourse nigérienne et l'un des contribuables les plus élevés du pays. Nous demeurons fermement convaincus de l'engagement du Nigeria en faveur de la primauté du droit et de son engagement à favoriser un environnement propice à l'investissement et à la création de valeur pour les investisseurs locaux et étrangers" a tenu à rappeler le communiqué. Selon l'EFCC, Dangote et 51 autres entreprises auraient bénéficié de taux de change préférentiels pour acheter des dollars à prix réduit afin de pouvoir importer

les matières premières et poursuivre leurs activités.
In Africanews

SOUDAN

LE GÉNÉRAL AL-BURHANE REFUSE DE NÉGOCIER AVEC LES PARAMILITAIRES

Au Soudan, le général Al-Burhane, rejette toute forme de négociation et de tentative de réconciliation avec son rival Hamdane Daglo, responsable des forces de soutien rapide, qui lui livre une rude bataille depuis avril dernier. En tournée dans plusieurs capitales africaines, Hemetti, comme il se fait appeler, avait souligné l'idée d'une reprise des pourparlers devant aboutir à un cessez-le-feu. Une proposition rejetée vendredi par le chef de la transition soudanaise, qui estime inconcevable de parler de réconciliation avec des auteurs des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis au Darfour ouest et dans tout le Soudan. Les statistiques des organisations locales et internationales indiquent qu'au moins 12000 personnes ont été tuées et des milliers blessées depuis le déclenchement des combats. Il n'y a pas encore de statistiques sur le nombre de soldats tués.
In Africanews

NIGERIA

MASTERCARD LANCE PLUSIEURS SOLUTIONS DE PAIEMENT SANS CONTACT

Mastercard, le géant américain des services financiers, a lancé récemment les solutions de paiement sans contact « Tap on phone », « QR Pay by link » et « Payment link » au Nigeria. « Alors que le paysage des paiements évolue au Nigeria, Mastercard est fière de lancer ses solutions de paiement sans contact. Nous comprenons l'importance des solutions de paiement numérique transparentes, sécurisées et rentables, en particulier pour les petites entreprises et les consommateurs », a déclaré Kari Tukur, vice-présidente des solutions clients pour l'Afrique de l'Est et de l'Ouest chez Mastercard.
In We Are Tech Africa

TUNISIE

Le chinois SRBG décroche le marché de construction du pont de Bizerte

Située au nord de la Tunisie, la ville de Bizerte qui s'est développée entre le lac éponyme et la Méditerranée a longtemps été contrainte à une mobilité réduite en raison du manque d'infrastructures adaptées pour contourner les obstacles naturels au transport.



Le groupe chinois SRBG (Sichuan Road and Bridge Group) a été sélectionné pour réaliser deux lots du projet de construction du pont de Bizerte, a annoncé le ministère tunisien de l'Équipement et de l'habitat. L'entreprise a été choisie à l'issue d'un appel d'offres lancé depuis 2022, auquel ont soumissionné d'autres multinationales telles que Vinci group, Eiffage, China Road & Bridge Corporation, Arab Contractors, etc. Considérée comme la phase la plus

importante du projet, la tranche des travaux attribuée au groupe chinois est évaluée 610 millions de dinars (196 millions USD), soit plus de 79% des 770 millions de dinars consacrés à cette infrastructure dont les bailleurs sont la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque africaine de développement (BAD) et l'État tunisien. Le pont qui permettra une liaison permanente entre les deux rives sur le canal de navigation marine du lac de Bizerte

sera érigé sur une longueur de 2070 mètres avec une hauteur de 56 mètres au-dessus du niveau de la mer. Les autres lots du projet consistent en la construction de voies d'accès au pont, notamment des routes totalisant 14 km de linéaires ainsi que 4 échangeurs. Les travaux devraient démarrer d'ici la fin du premier trimestre de l'année en cours et durer 38 et 27 mois respectivement pour la construction du pont et des routes adjacentes. Le nouvel ouvrage

d'art est destiné à remplacer l'ancien pont mobile construit depuis les années 80 pour permettre le franchissement du lac et de la mer vers les rives. Ces eaux servent aussi de voie navigable aux navires desservant le port de la ville, ce qui oblige à souvent lever le pont pour permettre le passage des bâtiments de mer. Un processus qui bloque à chaque fois le trafic routier.

In Agence Ecofin

SÉNÉGAL

NEUF CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE RÉUSSISSENT L'ÉPREUVE DES PARRAINAGES

Neuf candidats à l'élection présidentielle du 25 février 2024 au Sénégal ont réussi vendredi dernier le contrôle des parrainages à l'issue de la première phase de cette opération, a annoncé samedi dernier le Conseil constitutionnel du pays.

L'actuel Premier ministre sénégalais et candidat de la mouvance présidentielle, Amadou Ba, ainsi que Karim Wade, fils de l'ancien président Abdoulaye Wade, et l'ex-maire de Dakar, Khalifa Ababacar Sall, font partie des neuf can-

didats ayant passé avec succès l'épreuve des parrainages. Par ailleurs, 20 autres candidats dont plusieurs anciens Premiers ministres ont 48 heures pour compléter leurs dossiers de parrainage, a précisé le Conseil constitutionnel, ajoutant que le reste des postulants au fauteuil présidentiel qui étaient au départ au nombre de 93 ont tous été recalés, parmi eux Ousmane Sonko, leader du parti dissous Pastef, dont la candidature a été rejetée par le Conseil constitutionnel au motif

que son dossier est "incomplet". A noter que la Cour suprême du Sénégal avait confirmé dans la nuit de jeudi à vendredi la sentence de la Cour d'appel de Dakar qui condamne M. Sonko à six mois de prison avec sursis pour diffamation et injures publiques à l'encontre du ministre du Tourisme et des Loisirs, Mame Mbaye Niang. Un tel verdict le rend inéligible à l'élection présidentielle du 25 février prochain, selon plusieurs juristes.

In Agence Xinhua

EN ROUTE VERS L'AUTOSUFFISANCE EN VIANDE LE SÉNÉGAL S'APPUIE SUR LE BRÉSIL

Le pays de la Teranga vient d'importer plusieurs centaines de taureaux géniteurs du Brésil, afin de renforcer le processus national vers l'autosuffisance en viande. Une opération initiée par les acteurs de la filière pour un coût d'environ 2,3 millions de dollars. Plusieurs autres opérations du genre sont à venir. Un pas en avant. A Thiès, les autorités sénégalaises ont officiellement réceptionné une livraison de 312 taureaux géniteurs de race guzera, connue pour sa grande taille son apparence et sa musculature prononcée. Importés du

Brésil il y a deux semaines pour plus de 1,4 milliards de franc CFA -soit environ 2,3 millions de dollars, à moitié subventionné par l'Etat- le bétail avait été placé en quarantaine pour des raisons sanitaires, rapporte l'agence de presse sénégalaise (APS). Le Premier ministre et ministre de l'Élevage et des Productions animales, Amadou Ba, qui a présidé la cérémonie, a souligné le caractère novateur de cette opération menée à l'initiative du Groupement des éleveurs pour l'amélioration génétique de l'élevage pastoral et extensif au Sénégal (GEPES) qui rassemble les acteurs de la filière. Pour Dakar, l'objectif est non seulement d'« améliorer la race bovine dans le pays », mais aussi son « autosuffisance en viande ». Avec une consommation

moyenne de viande par habitant estimée à 17,8 kg, le Sénégal est légèrement au-dessus de la moyenne ouest-africaine, selon les données du ministère. Cette consommation, faite majoritairement de bovins, est largement fournie par la production locale qui affiche 267 358 tonnes en 2019. Mais face à ses objectifs d'autosuffisance et aux différentes contraintes auxquelles est confrontée cette filière qui représente 3,6% du PIB, le pays veut diversifier la race bovine. La présente livraison arrive après celle de 1.242 génisses gestantes à haut potentiel laitier en janvier dernier et précède plusieurs autres, puisque le projet porté par le gouvernement vise à importer 1 000 géniteurs par an pendant cinq ans.

In La Tribune Afrique

IL S'ESPÈRENT PARTIR DU BON DANS LA COMPÉTITION AFRICAINE EN CÔTE D'IVOIRE

Les Verts en ordre de bataille pour effacer le souvenir douloureux de la débâcle au Cameroun

L'équipe nationale renforcée par de jeunes talents comme Chaïbi, Aouar et Aït Nouri paraît plus solide. Mais attention à la fébrilité de la défense et du milieu de terrain.



C'est une équipe nationale dont le moral est au beau fixe après un stage de dix jours au Togo et deux larges victoires face au Togo (3-0) et le Burundi que l'équipe nationale qui a rallié hier Bouaké en fin de matinée s'apprête à disputer la phase de poules avec comme premier adversaire l'Angola le 15 janvier. Ce premier match est très important car un résultat positif va accroître ses chances de passer en huitièmes de finale et d'affronter dans la sérénité le Burkina Faso qui apparaît comme l'adversaire le plus solide. Il s'agit pour l'Algérie dans ce tournoi où 24 équipes vont se disputer le trophée, d'effacer la désillusion née de son échec à passer la phase de poules à la dernière CAN au Cameroun avec des défaites contre des équipes qui ne sont guère des foudres de guerre. Il s'agit aussi de faire oublier la grande déception de la population après la défaite face au Cameroun qui lui a valu la perte de son ticket

pour la Coupe du monde organisée au Qatar. Il est vrai que depuis beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Sur le plan de l'effectif, Djamel Belmadi, le sélectionneur de l'équipe nationale, a réussi son pari : rajeunir son équipe nationale. L'effectif est devenu plus riche : des joueurs de talent qui évoluent dans des équipes de standing en Europe ont rejoint l'équipe nationale : Chaïbi, Aït Nouri, Aouar, Larouci. Cerise sur le gâteau, le jeune Amoura qui confirme de match en match qu'il fait partie des espoirs de cette génération douée qui est capable à l'avenir de remplacer les chevronnés Mahrez, Slimani, Belaïli, Bounedjah et consorts. C'est donc cette mixture d'anciens et de nouveaux qui va tenter d'être parmi le carré d'as dans cette CAN, voire remporter de nouveau ce trophée et satisfaire le public algérien avide d'une nouvelle couronne. Cette fois-ci, Djamel Bel-

madi s'est montré plus humble : l'Algérie n'est pas l'un des favoris pour remporter cette coupe. Les favoris sont la Côte d'Ivoire qui accueille cette Can, le Sénégal, l'Égypte, la Tunisie, le Maroc, le Cameroun le Nigeria et le Ghana. Mais il faut faire attention à des outsiders comme le Burkina Faso, l'Afrique du Sud et la Guinée qui peuvent causer la surprise. D'autant plus que des incertitudes pèsent sur cette équipe nationale : la fébrilité de la défense, de son milieu de terrain et l'état de forme de Ryad Mahrez et d'Ismaïl Bennacer qui revient d'une longue blessure, de Belaïli, de Slimani et de Bounedjah. Il ne faut pas oublier que l'EN a récemment montré deux visages différents : l'un rassurant face au Sénégal à l'extérieur, l'autre reflétant une fragilité défensive et tactique face à l'Égypte. Le stage qu'a effectué l'EN à Sidi Moussa et Lomé aura, espérons-le, corrigé les

lacunes constatées lors du match amical face à l'Égypte. En somme, l'Algérie a des atouts indéniables pour aller loin dans cette coupe d'Afrique. Encore faut-il une défense renforcée, un milieu de terrain plus performant et une attaque plus efficace face aux grandes équipes du continent et une sérénité à toute épreuve. Tout en ne mésestimant pas les «petites» équipes. Car le football africain a beaucoup progressé ces dernières années. Il n'y a plus de grandes et petites équipes en Afrique, n'a cessé de rappeler Djamel Belmadi. Un atout non négligeable pour la réussite du parcours de l'Équipe nationale est le soutien d'au moins 2 000 supporters algériens qui vont ces jours-ci rallier Bouaké. Un séjour facilité en terre ivoirienne par la décision du Chef de l'Etat d'accorder la gratuité à 50 % du billet d'avion aller-retour Alger-Abidjan pour ces 2 000 supporters. Il y aura certainement davantage de supporters si on compte la diaspora algérienne à l'étranger et les fervents supporters de l'équipe nationale. Si l'équipe nationale arrive aux demi-finales et finale, il est sûr qu'elle sera accompagnée dans cette bataille pour redorer son blason par de nombreux supporters.

Khaled Remouche

LIGUE 1 MOBILIS

Le derby CRB-MCA tout en haut de l'affiche de la 13^e journée

Le derby CR Belouizdad - MC Alger, prévu dans la soirée du dimanche 14 janvier au Stade Nelson Mandela de Baraki, sera à l'affiche de la 13^e journée de Ligue 1 Mobilis, qui s'étalera sur quatre jours.

Le Big Derby algérois, et au-delà du prestige et de la grande rivalité sportive entre les deux clubs, il sera question d'un duel décisif dans la course au titre. En effet, vu l'avance considérable qu'a pris le MCA en ce début de saison, en comptabilisant pas moins de neuf longueurs d'avance sur l'ES Sétif, son actuel premier poursuivant au classement général, le Chabab n'aura pas d'autre choix que de remporter ce duel direct, d'abord pour stopper l'avancée spectaculaire du Doyen, avant d'espérer reconquérir le leadership à travers ses quatre matchs en retard. Un défi qui semble à la portée des Rouge et Blanc (7^{es}/16 pts), surtout qu'ils se portent mieux depuis le retour de l'entraîneur brésilien, Marcos Paqueta. La victoire en déplacement contre l'ES Sétif (3-1) mardi soir, en match retard, confirme le retour en force des Belouizdadi. D'ailleurs, si le CRB parvient à réussir un sans faute lors de ses

trois autres matchs de la mise à jour du calendrier, il reviendrait à une longueur du leader. Un important renversement de situation que les Belouizdadi peuvent se permettre d'espérer, surtout que leur futur adversaire ne semble plus au meilleur de sa forme, comme en témoignent ses deux derniers matchs nuls, respectivement contre l'USMA et la JSK. En plus, le Doyen sera probablement fragilisé par l'absence de son maître à jouer, Youcef Belaïli, qui était impliqué de manière directe dans la plupart des buts inscrits par le Doyen lors des onze premiers matchs de la saison et qui se trouve actuellement en Côte d'Ivoire, pour disputer la Coupe d'Afrique des nations. Des données qui présentent donc le Chabab comme le favori lors de ce derby à venir et qui devrait éclipser la quasi totalité des autres duels inscrits au programme de cette 13^e journée. Quoique, certaines rencontres vaudront quand même le détour, à commencer par le choc USMA - JSS, entre deux habitués des premiers rôles et des joutes africaines. En plus, l'USMA (13^e/11pts), qui reste sur une importante victoire en déplacement chez l'ASO Chlef (1-0), vou-

dra probablement enchaîner, pour s'éloigner un peu plus de la zone de turbulences, alors que de son côté, la JSS (3^e/19 pts), qui reste sur une défaite inattendue à domicile face à l'USM Khenchela, voudra peut-être se racheter de cette déconvenue, en se relançant au passage dans la course au titre. Autres confrontations inscrites au programme de cette 13^e journée : Paradou AC - NC Magra, USM Khenchela - US Souf, et surtout ES Sétif - ES Ben Aknoun, entre deux clubs qui marchent relativement bien en ce moment. Cette journée marque également le retour à la compétition du MC El Bayadh, après un arrêt forcé de plusieurs semaines, suite au grave accident de la route dont a été victime son équipe, et qui avait coûté la vie à deux membres de l'effectif. Le MCEB se déplacera au stade du 18-Février d'El Alia, pour y défier l'US Biskra, qui reste sur un bon nul (1-1) chez lui le CS Constantine, alors que ce dernier est appelé à se rendre à Oran, pour y défier le MCO local. Deux duels indécis, qui rendent le pronostic impossible, tant ils restent ouverts sur différentes probabilités.

R.S.

CAN :

LA FINALE DE 1980 A MARQUÉ UNE NOUVELLE ÈRE POUR LES VERTS DANS LE CONTINENT

La première finale de la sélection algérienne de football dans une Coupe d'Afrique des nations (CAN), perdue face au Nigeria (3-0) en 1980 à Lagos, a marqué une nouvelle ère pour les Verts sur la scène continentale, a estimé Lakhdar Belloumi, l'un des acteurs de cette finale. "Ce fut notre première finale dans une CAN. Personne ne donnait cher de notre peau avant le tournoi, mais nous avons réussi à déjouer tous les pronostics et atteindre la finale après un parcours sans faute. Mieux, nous aurions pu triompher, n'étaient certains facteurs exogènes qui nous ont joué un mauvais tour", a déclaré Belloumi à l'APS. Il s'agissait, à l'époque, de la deuxième participation seulement de l'Algérie dans une phase finale de la CAN, après celle de 1968 qui avait vu les Verts quitter l'épreuve dès le premier tour. Raison pour laquelle la sélection nationale n'était pas donnée favorite pour aller loin dans la compétition. "Cette finale de 1980 était tout simplement les premiers fruits de la réforme sportive (1977). Nous disposions d'une génération de joueurs pétris de qualités et qui étaient tous issus du championnat algérien", a encore expliqué Belloumi. L'ancien stratège des "Fennecs" a notamment mis en exergue la "très bonne stratégie" adoptée par le staff technique national de l'époque dans la préparation de la grande fête du football africain. "Nous avons préparé cette CAN au Bénin, pays limitrophe du Nigeria et dont les conditions climatiques sont pratiquement les mêmes. Nous y sommes restés pendant deux semaines, ce qui nous a permis de bien s'acclimater

aux dites conditions et arriver à Lagos, que nous avons rejoint par bus sur une distance de 400 km, très bien préparés sur tous les plans. Je me rappelle que pendant notre séjour au Bénin, nous avions disputé deux matchs amicaux contre deux clubs locaux qui nous ont aidé à bien peaufiner notre préparation", a-t-il ajouté. Lors de la CAN-1980, la sélection nationale sous la houlette du duo d'entraîneurs Khaled-Raykov a débuté la compétition par un nul face au Ghana (0-0), avant de l'emporter contre le Maroc (1-0) et la Guinée (3-2), pour le compte de la phase des poules. En demi-finales, les Verts se sont imposés face à l'Égypte aux tirs au but (2-2 a.p) en réussissant une "remontada", alors qu'en finale, jouée le 22 mars, ils se sont inclinés face à la sélection du pays hôte sur le score de 3-0. "Malgré notre parcours très honorable dans cette compétition, nous avons eu énormément de regret à l'issue de la CAN, car nous étions tous persuadés qu'il y avait de la place pour faire mieux, n'étaient-ce certains facteurs extra-sportifs qui nous ont valu une sévère défaite en finale", a encore regretté Belloumi qui portait, à cette période-là, les couleurs du MC Alger. Né le 29 décembre 1958 à Mascara, Belloumi, qui compte trois autres participations à la CAN (1980, 1984 et 1988) a été sacré Ballon d'or africain en 1981. Il formait avec Salah Assad et Rabah Madjer le trio de joueurs excellents techniquement de l'équipe nationale d'Algérie des années 1980, qui a particulièrement marqué le football algérien. Il a été élu quatrième footballeur africain du siècle derrière George Weah, Roger Milla et Abedi Pelé. Belloumi a porté les couleurs de la sélection nationale A à 100 reprises, entre 1978 et 1989, avec 28 buts marqués.

APS

LE 11 JANVIER 1697 ÉTAIT PUBLIÉ LE CONTE « LE PETIT CHAPERON ROUGE » DE CHARLES PERRAULT

Le conte traduit en arabe usuel de l'Algérie, en 1880

Le Petit Chaperon rouge est un conte de la tradition populaire occidentale qui a connu de nombreuses versions au cours de l'histoire et selon les pays où il a été repris. On dénombre une centaine de variantes du conte. Ce que l'on sait moins, c'est que ce conte a été traduit en arabe usuel de l'Algérie par M. Tibal, en 1880, comme vous pouvez le constater sur l'affiche du livre illustrant cet article.

Le conte est surtout connu par le biais de deux versions collectées, retranscrites et interprétées par les moralistes Charles Perrault en France et les frères Grimm en Allemagne. Depuis le milieu du XXe siècle, il a fait l'objet de nombreux détournements opérant un retour aux sources de la tradition orale et populaire du conte.

Les paysans français racontaient l'histoire dès le XIVe siècle. L'une des versions orales du conte est des plus sanglantes : le loup, arrivé chez la mère-grand, la dévore en gardant toutefois un peu de côté, et prend sa place. Le petit garçon arrive et, ne se doutant de rien, obéit à la fausse grand-mère lui disant de manger un peu de viande et de boire, en fait la chair et le sang de l'aïeule (le petit garçon s'interrogerait même quant aux dents présentes dans la chair, question à laquelle le loup lui répondrait qu'il s'agit de haricots).

Une version de l'histoire du Petit Chaperon rouge est sculptée au palais Jacques-Cœur de Bourges (en France), palais du XVe siècle, ce qui atteste encore de l'ancienneté de ce conte populaire.

On retrouve trace de l'histoire d'un Petit Chaperon rouge dans la tradition orale de nombreux pays européens, sous diffé-

rentes versions. Dans ses versions européennes, le conte oppose le plus souvent, dans une convention toute médiévale, l'univers sûr du village aux dangers de la forêt, même si aucune version écrite ne remonte à cette époque. En fait la version écrite la plus ancienne remonte à un poème « De puella a lupellis servata » compris dans le recueil *Fecundat*, rédigé au Xe siècle par l'écolâtre Egbert de Liège.

Le conte du Petit Chaperon rouge est devenu l'un des plus populaires en Europe et dans le monde grâce à la grande versatilité de la situation triangulaire entre le Petit Chaperon rouge, le loup et mère-Grand. Il permettait aux conteurs de proposer différentes variantes en fonction de leur public et de l'objectif visé.

Le personnage du chasseur (ou d'un bûcheron, selon les versions), inexistant au départ, n'apparaît que dans une des versions les plus tardives du conte, celle des frères Grimm, reléguant le Petit Chaperon rouge, qu'il soit homme ou femme, dans un rôle plus passif. Il existe une version chinoise du conte : dans celle-ci, c'est la grand-mère qui se rend chez ses trois petites filles. Elle rencontre le loup qui, après l'avoir interrogée, la tue et prend son

apparence dans le but de tromper et de manger les trois filles. Ces dernières, cependant, finissent par comprendre l'imposture et par tuer le loup par la ruse. On peut aussi citer les versions coréennes où l'agresseur est un tigre, la victime, la mère et les enfants, au moins un garçon et une fille.

La plus ancienne version retranscrite et figée est celle de Charles Perrault, parue dans *Histoires ou contes du temps passé*, avec des moralités le 11 janvier 1697. Cette version est plus malheureuse et plus moralisatrice que celles qui suivront. L'héroïne en est une jeune fille bien élevée, la plus jolie du village, qui court à sa perte en donnant au loup qu'elle rencontre dans la forêt les indications nécessaires pour trouver la maison de sa grand-mère. Le loup mange la vieille dame en se cachant des bûcherons qui travaillent dans la forêt voisine. Il tend ensuite un piège au Petit Chaperon rouge et finit par la manger. L'histoire se termine ainsi, sur la victoire du loup.

I.Med Amine



OPÉRA D'ALGER

150 ARTISTES ALGÉRIENS ANIMERONT UN GALA DE SOLIDARITÉ "PAIX POUR LA PALESTINE"

Cent cinquante (150) artistes algériens vont animer, le 20 janvier à l'Opéra d'Alger "Boualem Bessaih", un gala de solidarité intitulé "Paix pour la Palestine" en solidarité avec le peuple palestinien qui souffre de l'agression sioniste brutale dans la bande de Ghaza, a annoncé mardi le Directeur général (DG) de l'Opéra, Abdelkader Bouazara. Lors d'une conférence de presse, le DG de l'Opéra a précisé que ce gala dont les recettes profiteront au peuple palestinien, est une "halte de solidarité des artistes algériens avec les Ghazaouis et une affirmation de leur attachement au soutien à la cause palestinienne".

Bouazara a lancé un appel à tous les Algériens dans toutes les wilayas pour assister à ce gala qui réunira les troupes de l'Opéra d'Alger, afin d'"afficher les valeurs de solidarité et de cohésion qui caractérisent les algériens, et leur soutien à la juste cause palestinienne", indiquant que le prix du ticket d'entrée est fixé à 1.000 DA.

De son côté, le maestro Lotfi Saidi, chef de l'orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger, a

présenté les grandes lignes du programme du gala qui prévoit plusieurs spectacles de musique andalouse, d'opéra et de poésie sur la Palestine, citant notamment, un spectacle intitulé "notre maison Al-Qods", la lecture de poèmes de Mahmoud Darouiche et du poème de Mohamed El Badji "Tahia Falestin" (Vive la Palestine), outre l'interprétation d'un morceau classique intitulé "la force du destin" de l'italien Giuseppe Verdi.

Le programme prévoit également l'interprétation de la chanson "Win El Malayine" (Où sont les Millions) par Manel Gharbi, "Zahrat El Madaïne" (la plus belle des villes) par Nada Erayhane.

"Palestine mon pays" et "Sabre d'Al-Qods" seront interprétées par la troupe de la musique andalouse de l'Opéra d'Alger, sous la direction du maestro Nadjib Kateb.

Intervenants lors de la conférence de presse, plusieurs artistes se sont dit fiers de prendre part à ce gala de solidarité en faveur de la cause palestinienne, se félicitant de cette initiative qui constitue "un pont artistique témoignant de la profonde solidarité des artistes algériens avec les Palestiniens de la bande de Gaza".

I.Med/agence

CHANTS POPULAIRES D'ALGÉRIE, POÉSIE MELHOUNE, HABITS FÉMININS ET POTERIE PLUSIEURS DOSSIERS POUR L'INSCRIPTION SUR LA LISTE DU PATRIMOINE CULTUREL MONDIAL

Plusieurs dossiers sont en cours d'élaboration par le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH), afin de proposer l'inscription de biens culturels algériens sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, a-t-on appris mardi auprès du centre. Rencontré à Tizi-Ouzou à l'occasion des festivités de célébration de la fête de Yennayer (12 janvier) marquant l'avènement du Nouvel An amazigh (2974), le directeur du CNRPAH, le Professeur Slimane Hachi, a indiqué que l'institution qu'il dirige travaille pour ficeler des dossiers d'inscription sur la liste du patrimoine mondial, de plusieurs biens matériels et immatériels.

Il s'agit, notamment, des chants populaires d'Algérie, particulièrement l'"Ayay" de l'Atlas saharien, le "Achwiq" (chants a capella) des femmes de la région de Kabylie, le "Sraoui" des Aurès, le Malouf de Constantine, le Chaâbi d'Alger, ou encore le Haoufi et le Haouzi. Des dossiers autour de la poésie populaire, les "Isefra" et le "El Malhoun" sont aussi en cours d'élaboration, a-t-il fait savoir. Dans le chapitre des habits féminins, un dossier sur la robe kabyle et le bijou en argent y afférent, autrement dit le bijou d'Ath Yenni, est aussi en cours d'élaboration, après avoir classé le costume du nord-ouest algérien, la Chedda de Tlemcen, et déposé un autre

sur le costume de l'Est dont la "Melahfa" et la "Gandoura", a-t-il ajouté. Le CNRPAH prépare aussi des dossiers sur les savoir-faire, dont ceux liés à la poterie, au "Teqtar", ou la distillation de fleurs (roses et fleurs d'orangers), à la production du "Zelidj" ou faïence traditionnelle, selon le Pr. Hachi. Le responsable qui a rappelé que même si "les Etats ont le droit de déposer un seul dossier par année, il est important de préparer des dossiers d'inscription de biens culturels au patrimoine mondial, pour qu'au moment venu nous n'aurons qu'à choisir le (dossier) mieux ficelé et le déposer".

I.Med

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE THENIA
05, RUE MOHAMED KHMISTI, THENIA-BOUMERDES
NIF : 40801600003506100100

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES N° 02 /2024

L'établissement public hospitalier de Thénia lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigences de capacités minimales pour la fourniture de consommables médicaux chirurgicaux, produits destinés à la médecine humaine et dispositifs médicaux en lots séparés au profit de L'EPH Thénia pour l'année 2024, à savoir :

- | | |
|---|--|
| LOT 1 / PRODUITS DE DIALYSE | LOT 9 / CONSOMMABLE OPHTALMOLOGIE |
| LOT 2 / ABORD PARENTERAUX | LOT 10 / CONSOMMABLE PHACO-OPHTALMOLOGIE |
| LOT 3 / ARTICLES DE PANSEMENT | LOT 11 / CONSOMMABLES CEPAP PEDIATRIQUE |
| LOT 4 / CONSOMMABLE DES ANTISEPTIQUES | LOT 12 / CONSOMMABLES NON TISSUS |
| LOT 5 / CONSOMMABLE DE REANIMATION | LOT 13 / GAZ MEDICAUX |
| LOT 6 / CONSOMMABLES DE LABORATOIRE | LOT 14 / CONSOMMABLE DE CHIRURGIE |
| LOT 7 / REACTIFS DE LABORATOIRE | LOT 15 / CONSOMMABLE ORTHOPEDIE |
| LOT 8 / FILMS ET PRODUITS RADIOLOGIQUES | LOT 16 / INSTRUMENTATION |

ELIGIBILITE

Sont éligibles à cet appel d'offres les soumissionnaires répondant aux exigences minimales comme suit :

- Titulaire d'un agrément justifiant son statut de fabricant, importateur, grossiste ou distributeur délivré par les services du ministère compétent. « en cours de validité »
- Références professionnelles : justifier d'une 01 attestation de bonne exécution au minimum et de 05 attestations de bonne exécution au maximum de différentes années d'exécution, délivrées par un organisme étatique signées par l'ordonnateur, valorisée et de même nature que l'objet du cahier des charges.
 - Pour les lots « 02-07-15 » Le total des valeurs des attestations de 01 à 05 doit être égal ou supérieure à 15 000 000 .00 DA
 - Pour les lots « 01-03-08-13-14-16 » Le total des valeurs des attestations de 01 à 05 doit être égal ou supérieure à 10 000 000 .00 DA.
 - Pour les lots « 04-05-06-09-10-11-12- » Le total des valeurs des attestations de 01 à 05 doit être égal ou supérieure à 4 000 000 .00 DA.
- Justifié d'un chiffre d'affaire supérieur ou égal à 20 000.000.00 DA calculé sur la moyenne des trois dernières années, sur présentation des bilans comptables des années (-2020- 2021-2022) visé par les services des impôts. Pour les entreprises ayant moins de trois ans d'existence, le soumissionnaire doit joindre les bilans des années d'exercice

Le cahier des charges peut être retiré auprès de bureau des marchés de l'établissement public hospitalier de thenia, 05, rue mohamed khmisti thenia sur présentation d'une copie du registre de commerce, et ce contre le paiement d'une somme de 2 000 DA auprès du : trésorier intercommunal de thenia

Les soumissions doivent comprendre trois offres distinctes, Le dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

1. Le dossier de candidature contient :

- une déclaration de candidature, suivant modèle annexe coté paraphé et signé par le soumissionnaire
- une déclaration de probité suivant modèle annexe coté paraphé et signé par le soumissionnaire ; ;
- les statuts pour les sociétés ;
- L'extrait du casier judiciaire en cours de validité du soumissionnaire du gérant ou directeur générale de la société si le casier ne porte pas la mention néant + jugement.
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise (délégation de pouvoir) selon modèle joint
- Les bilans comptables des trois dernières années visées par les services des impôts, pour les entreprises ayant plus de trois ans d'existence(- 2020-2021-2022) Pour les entreprises ayant moins de trois ans d'existence, le soumissionnaire doit joindre les bilans des années d'exercice, visé par les services des impôts;
- attestations de bonne exécution délivrées par un organisme étatique, signée par l'ordonnateur, valorisées de fourniture de même nature que l'objet du cahier des charges ,

- agrément délivré par le ministère compétent « en cours de validité »
- Certificat d'origine algérienne délivré par la chambre de commerce et d'industrie concernée, spécifique aux produits concernés par la soumission;
- les certificats d'enregistrement délivrés par le ministère compétent pour : gaz médical liquide-oxygène médical gazeux – protoxyde d'azote médical (pour les lots 13-gaz médicaux)

2. L'offre technique contient :

- une déclaration à souscrire suivant modèle annexe coté paraphé et signé par le soumissionnaire ; ;
- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- mémoire technique justificatif
- engagement de livraison
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique « mémoire technique justificatif »

3. L'offre financière contient :

- la lettre de soumission suivant modèle annexe coté paraphé et signé par le soumissionnaire
- le bordereau des prix unitaires (BPU);
- le détail quantitatif et estimatif (DQE)

Les enveloppes comportant le dossier de candidature ; l'offre technique et l'offre financière seront insérées dans une enveloppe anonyme, comportant la mention « à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » ainsi que les indications suivantes :

ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE THENIA
05, RUE MOHAMED KHMISTI THENIA -BOUMERDES
BUREAU DES MARCHES

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES

N° 02 /2024 ayant pour objet la fourniture de consommables médicaux chirurgicaux, produits destinés à la médecine humaine et dispositifs médicaux en lots séparés au profit de L'EPH Thénia pour l'année 2024,

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres »

La durée de préparation des offres est fixée à quinze 15 jours à compter de la date de la 1ère publication de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou la presse nationale et électronique.

Si le dernier jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date et l'heure limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la préparation des offres à 10h00. Dépassée cette heure, aucune offre n'est acceptée.

La durée de validité des offres est de 90 jours, augmentée de la durée de préparation des offres « 15 jours », à compter de la de la date de la séance d'ouverture des plis.

L'ouverture des plis se fera publiquement en présence des soumissionnaires le dernier jour de la durée de préparation des offres à 10h15 au niveau de la salle de réunion EPH THENIA .

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique
Office National des Œuvres Universitaires
Direction des Œuvres Universitaires de Ain Defla
Résidence Universitaire 1000 LITS -AIN DEFLA-

NIF : 42002000204402100103

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 01/2023
Contractualisation d'une société de gardiennage et sécurité de résidence universitaire 1000 lits Ain Defla

la résidence universitaire 1000 LITS -AIN DEFLA-lancement d'un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la conclusion de marchés à commandes Contractualisation d'une société de gardiennage et sécurité de résidence universitaire 1000 lits ain defla

Conditions de participation à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales :

Peuvent participer à ce l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, les personnes physiques ou morales remplissant les conditions suivantes :

• Capacité professionnelle :

- Titulaire d'un registre de commerce (nouvelle immatriculation) en rapport avec la nature de l'activité demandée
- L'autorisation administrative de type C délivrée par le ministre de l'intérieur et des collectivités locales

• Capacité financière :

- Ayant une moyenne du chiffre d'affaire réalisé pendant les trois dernières années (2020-2021 et 2022) supérieure ou égale à : 6 000 000.00 DA.
- Justification: copies des bilans financiers des trois dernières années (2020-2021 et 2022) portant accusé de réception par les services des impôts et visées par un comptable agréé ou par un commissaire au compte.

• Capacité technique :

- Titulaire d'une Attestation de bonne exécution au maximum délivrée par les différents services contractants publics portant sur prestation similaire (gardiennage et sécurité) d'un montant supérieur ou égal à : 6 000 000,00 DA (le cumul des montant dans la Attestation n'est pas accepté).

-Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges auprès de LA RESIDENCE UNIVERSITAIRES 1000 LITS AIN DEFLA contre un paiement d'un montant non remboursable de deux mille Dinars (2.000,00 DA), au niveau de régisseur de la résidence universitaires 1000 lits ain defla, tous les jours ouvrables

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES N°01/2023
Contractualisation d'une société de gardiennage et sécurité de résidence universitaire 1000 lits AinDefla
durant l'année 2024

La durée de préparation des offres est fixée de quinze (15) jours par référence à la date de la première publication de l'avis d'appel d'offre, lorsqu'elle est requise, dans la presse et le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) Le dernier délai de dépôt les offres correspond au dernier jour de préparation des offres à treize heures (13h00) .Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date de dépôt des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les offres doivent être déposées à l'adresse ci-après : résidence universitaire 1000 lits ain defla commune ain sulfate

L'ouverture des plis se fera en séance publique à (13h00) et cette séance est considérée comme une invitation aux soumissionnaires à assister à la séance d'ouverture des plis.

Les offres resteront valides pendant une période égale à la durée de la préparation des offres, augmentée de 90 jours à compter de la date de dépôt des offres.

L'EXPRESS DU 11/01/2024

ANEP : N° 2416001023

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE AIN DEFLA
DAIRA EL ATTAF
COMMUNE EL ATTAF
N.I.F COMMUNAL (058444/05122921)

L'APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA DEUXIEME FOIX N° 01/ 2024

LA P.C d' EL ATTAF lance un avis d'appel d'offres ouvert pour la deuxième foix en vue l'opération sous-cité :

- location des autobus scolaire pour l'Année 2024 pour les lignes suivantes:

- 05- El Irrawashe + el mgayale (pour « cale hadouthe).
- 08-El zmala pour école hadouche abdellah , deux foix matins et soir .
- 09-Nosqade el chkalil pour école ben ferar sidi boubidia ,deux foix matins et soir
- 11-Fontaine publique (ben khada + mosqee chekalil)pour sidi boubidia école ben ferare numero 1

- Toutes les personnes physiques et morales inscrites au registre du commerce en tant que transporteurs de personnes, et qui possèdent des véhicules d'une capacité en rapport avec l'objet de l'opération, à partir de 25 places ou plus, sont invitées par cette appel d'offres à se présenter au siège de la commune (service comptabilité) pour retirer les cahiers des charges contre paiement de la somme de (5000.00 DA) cinq mille dinars qui défrées dans le cahier des charges

- Les offres doivent être déposées au siège de la commune (service comptabilité) accompagnées obligatoirement des pièces suivantes :

A/Le dossier de candidature:

- 01) la déclaration de candidature dûment renseignée, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire .
- 02) la Déclaration probité dûment renseignée, signée , cachetée et datée par le soumissionnaire.

B / OFFRE TECHNIQUE

- 01- la déclaration à souscrire dûment renseignée, signée , cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 02-cahier des charges dûment renseignée, signée et datée et cachetée par le soumissionnaire portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

C / OFFRE FINANCIERE :

- 01 - la lettre de soumission dûment renseignée, signée , cachetée et datée par le soumissionnaire.
- 02 - le bordereau des prix unitaires dûment remplie, signée , cachetée et datée par le soumissionnaire
- 03 - le détail quantitatif et estimatif dûment remplie signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.

NOTE: Concernant les autres pièces demandées de dossier technique voir l'article 05 du cahier de charge .

* Les offres doivent comporter ... Le dossier de candidature et une offre technique et offre financière Chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée, indiquant , la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention , « Le dossier de candidature » ou « technique », ou « financière », selon le cas. Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention « à ne pas ouvrir appel d'offresN° 01 /2024l'opération sous-cité -- location des autobus scolaire pour l' Année 2024 pour les lignes susmentionné au dessus

- adressée à Monsieur le PRESIDENT D'APC D'EL ATTAF(service comptabilité).

- la date limite du dépôt des offres est fixée huit jours (08) à partir de la date de la première

Publication du présent avis dans le BOMOP ou les quotidiens nationaux . - les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite du dépôt des offres et peuvent assister à la séance d'ouverture des plis qui sera lieu au siège de la commune à dix heures trente(10 :30h) du même jour de la date limite du dépôt des offres

(Le dossier de candidature, technique et financière) - La dernière heure de dépôt des offres est limitée à dix heures trente(10 :30h) du matin - L'ouverture des plis technique et financières sera au niveau de siège APC D'EL ATTAF (salle de réunions) à dix heures et trente minute du matin (10.30) les soumissionnaires sont invité à assister à l'ouverture des plis (Le dossier de candidature, technique et financière) .

L'EXPRESS DU 11/01/2024

ANEP : N° 2416000955

L'EXPRESS DU 11/01/2024

ANEP : N° 2416001034

ÉTATS-UNIS

Une tornade se forme en pleine ville en Floride et arrache des installations électriques

Une alerte à la population avait été émise quelques minutes plus tôt par le National Weather Service (NWS), le service météorologique américain, qui prévoit d'autres événements du même type dans la semaine à venir.

La ville de Fort Lauderdale, près de Miami, en Floride, a été traversée par une tornade samedi soir. Cette dernière s'est formée en plein centre ville avant de se diriger sur le port de plaisance. Aucun blessé n'est à déplorer. Heureusement, plus de peur que de mal. Samedi, à Fort Lauderdale, en Floride, les habitants ont été surpris en fin d'après-midi par la création d'une tornade... en plein centre ville. Sur plusieurs vidéos filmées par des témoins ahuris, la tornade prend forme en quelques secondes, emportant ce qui se trouve sur son passage et



provoquant explosions et arcs électriques. La tornade s'est ensuite rapidement déplacée vers le port de plai-

sance de la ville, avant de se dissiper en atteignant l'océan. Par miracle, aucun blessé n'a été recensé, ni à

terre ni sur les nombreux bateaux qui se trouvaient dans le port. Une alerte à la population avait été émise

quelques minutes plus tôt par le National Weather Service (NWS), le service météorologique américain, qui prévoit d'autres événements du même type dans la semaine à venir. Les dégâts matériels, eux, sont importants : plusieurs bateaux, mais aussi des installations électriques et de nombreux bâtiments ont été endommagés, selon la police. Samedi soir, la mairie de Fort Lauderdale indiquait sur Facebook que plusieurs équipes étaient à pied d'oeuvre pour rétablir le courant dans la zone touchée, et invitait les automobilistes à la plus grande prudence, car des lignes et pylônes électriques se trouvaient toujours à terre. La Floride reste sous vigilance pour les jours à venir. Selon le NWS, une tempête est attendue mardi à l'Est de l'Etat. Elle pourrait s'accompagner de tornades possiblement puissantes. S'il est toujours impressionnant, le phénomène est courant dans la région.

In Sud Ouest

PUBLICITÉ

L'EXPRESSDZ®

L'EXPRESSDZ®

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BISKRA
Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITÉS MINIMALES N° 02 /2024
Numéro (NIF) : 097507019069808

La Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la Wilaya de BISKRA, site à la cité administrative à El Ala Biskra
Numéro d'identification fiscale (NIF) du service contractant 9738791260285, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour la réalisation du projet :

Commune de Biskra
Lotissement 481 Lots
Lot : Voirie (Couche de Base)
Lotissement 841 Lots Bir Zaitout
Lot : Voirie (Couche de Base)

Condition de présentation :
Les entreprises titulaires d'un certificat de qualification selon le lot, Peuvent se présenter à la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la Wilaya de BISKRA, site à la cité administrative à El Ala Biskra pour retirer le cahier des charges.

> Lot : Voirie (Couche de Base) - Qualification en Travaux Publics - catégorie Quatre (04) et piles (Principales)valable jusqu'à le dépôt des offres

*Le Soumissionnaire doit obligatoirement présenter Au Moins Un (01) Projet similaire (Voirie) (Attestation de Bonne exécution délivrée par le maître de l'ouvrage Public).
*Le Soumissionnaire doit obligatoirement présenter Une Pile Mécanique (ou Rétro-chargeur (Carie Grise + Piles d'Assurance En cours de Validité).
Obj : Si Le Délai Dépasse Trois (03) Mois L'Offre Sera rejeté.

Présentation des offres :
Les offres doivent être présentées sous pli cacheté avec mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour la réalisation des Travaux. comporte trois plis séparés et cachetés dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sur lesquels est indiqué la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres conformément à l'article 57 du décret présidentiel n°15247 du 18 septembre 2018 portant réglementation des marchés publics et des obligations de service public :

Dossier de candidature : contient déclaration de candidature et les pièces désignées au cahier des charges.
Offre technique : contient le cahier des charges signé, daté et portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté », déclaration à soucrire et Fiche technique justificative et tout document permettant d'évaluer l'offre technique.
Offre financière : contient le lettre de soumission, le bordereau des prix unitaires (PBU), le détail quantitatif et estimatif (DQE) et la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

La durée de préparation des offres et lieu de dépôt : La durée est fixée à 10 jours à compter de la date de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux ou SOMOP.
Les offres doivent être déposées au bureau Secréariat de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la Wilaya de BISKRA, site à la cité administrative à El Ala Biskra, à 11:00 au plus tard du 10 ème jour à compter de la date de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux ou SOMOP . Si la date de dépôt correspond à un jour Férié le dépôt sera reporté au jour ouvrable qui suit avec les mêmes heures

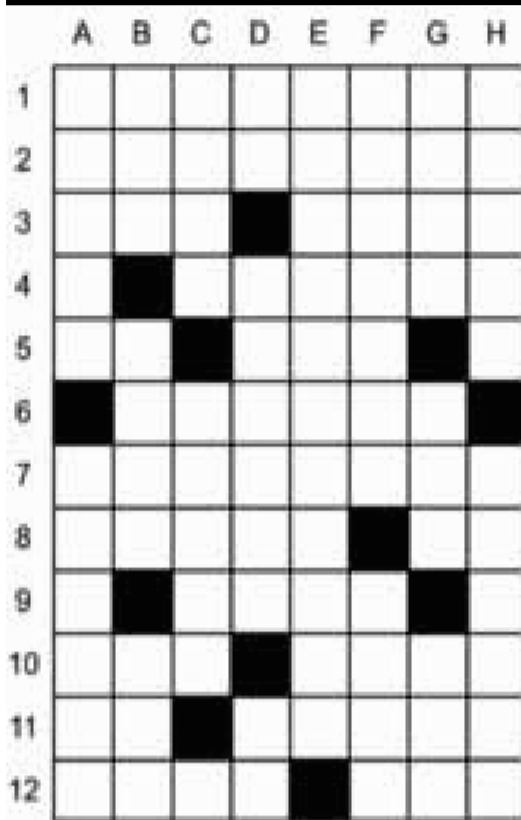
Délai de validité des offres : Les entreprises soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant 90 jours + 08H de préparation des offres à Paris de La date de dépôt des Offres.

L'ouverture des plis dossier de candidature, technique et financier : se fera le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 11:30 H en séance publique au siège de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la Wilaya de BISKRA, bureau de la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres. Et la date de dépôt correspond à un jour férié le dépôt et l'ouverture seront reportés au jour ouvrable qui suit avec les mêmes heures. Cet avis tient lieu d'invitation.

L'EXPRESS DU 11/01/2024 ANEP : N° 2416000900

Mots Croisés

LES MOTS FL CH S



VERTICALEMENT

- A. Joue les fantômes. Enlève un avantage acquis.
- B. On l'associe au yang. Elle est supérieure dans un couvent. Pivôt.
- C. Enseignant familial. C'est un mage.
- D. Arrivé à la maternité. Diminues la voile. Appris et retenu.
- E. D'un agréable parfum.
- F. Collier de perles. Vallées envahies par la mer.
- G. Prophète biblique. Prénom féminin. Plus un enfant mais pas un adulte.
- H. Abri de primeurs. Plus de prime jeunesse.

HORIZONTALEMENT

- 1. Envoûtements avec les yeux.
- 2. Chien de chasse.
- 3. Entre nord et ouest. Entendre comme avant.
- 4. Faciliter la gîsse.
- 5. Petit état-major. Ville de carnaval.
- 6. Construit.
- 7. Garantit la protection.
- 8. Faire un voyage. Son premier jour est fêté.
- 9. Affluent du Danube.
- 10. Voiture pour le cheval. Refusai de reconnaître.
- 11. Ancien conjoint. Lieu de courses.
- 12. Admis. On le prend avec un micro.

ATTENTIF
LIEU DE QUET

ELLES ONT LES PATTES PALMIFÈRES
REÇUS

CONTRAIT OBLIGÉ
CANINE DU FROISSE

EAU DE L'IRROIRNE
LIGNE SUR UN PULL MARIN

TROUVER UNE PLACE
JEUNE ENCORE
INDICE DE POIDS

AVOIR SUR SOI
MÉCHANCÉ

UNIVERSALISER
IL MET FIN AU COI

ALOURDIE
PRÉFECTURE ALPINE

MOT MIS POUR EXCLURE
DIPLOME

PAS TOUT A FAIT AU SUD
OU A DE LA CLASSE

FALAISE
ARTICLE ANDALOU

EPANOUISSEMENT
REJET D'UN ARBRE

IL EST UTILE AU LABORANTIN

ELLES INQUIÉTANT
COMPAGNE RAC-COURCIE

DÉCORATION DE FIDICAU
GROSSE BILLE

AMOUR-RACHÉE
C'EST COURT

COUPÉ EN FINES TRANCHES
TROUVER ES AFFECTIFS

ANCIEN CONJOINT
EXISTE VRAIMENT

PREUVE QUE LA CITATION EST EXACTE

VICTIME D'UN MALVAIS PARTAGE

CHEMIN PÉDESTRE
DOCTEUR ABRÉGÉ
PETIT EXTRA-TERRÉS-TRE
ESPRIT

SUITE DE PHRASES ÉCRITES

SIDOKU

6	8	3	4			1		5
2		5				4	3	9
		9	7					
5	3	1		7				2
	2			1			8	
7				3		5	6	1
					9	2		
8	5	2				3		4
9		4			8	6	5	7

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

CAMAIEU CHATAIGNE CREDIT DECRUE FRASQUE ICEBERG INFERIEUR ITALIENNE
 KANA KRACH MAIL MARIEE NAVET OURS PARVIS RACE RAVALEUR RHUMERIE
 SALUER STERNUM TCHATCHER TCHEQUE TIMBRE TRIPE TWEED VENIN WHISKY

R	I	E	O	M	M	E	D	E	C	A	R
U	C	N	U	A	U	A	N	E	R	U	E
E	E	G	R	Q	K	N	I	N	E	V	H
I	B	I	S	T	E	R	R	L	D	W	C
R	E	A	A	I	E	H	A	E	I	H	T
E	R	T	L	M	V	V	C	C	T	I	A
F	G	A	U	B	A	R	A	T	H	S	H
N	T	H	E	R	U	C	A	N	A	K	C
I	R	C	R	E	T	R	I	P	E	Y	T

16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
06:29	12:53	15:28	17:46	19:13



REVUE « EL DJEICH » : PARUTION DE LA VERSION ANGLAISE

La Direction de l'information et de la communication de l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a annoncé, mardi, dans un communiqué, la parution de la version anglaise de la revue « El Djeich » à partir du mois de janvier courant. « Dans le cadre du développement de la production médiatique de l'Armée nationale populaire, et de la démarche visant à élargir le lectorat de la revue El Djeich, la Direction de l'information et de la communication de l'Etat-Major de l'ANP annonce la parution de la version anglaise de la revue à partir du mois de janvier 2024 », a précisé la même source. Les lecteurs peuvent consulter la revue en la téléchargeant via le lien disponible sur le site officiel du ministère de la Défense nationale (MDN), https://www.mdn.dz/site_principal/sommaire/revues/images/Eldjeich-Jan2024An.pdf.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 11 JANVIER 2024 // N°725 // PRIX 20 DA

APC ET APW

Seuls 14,95% des élus locaux ont déposé leur déclaration de patrimoine

La Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption a indiqué que, pour ce qui est de la précédente mandature (2017-2021), 96,7% des 26 495 élus locaux ont déclaré leur patrimoine, en début du mandat, alors qu'à sa fin, seuls 32,56% l'ont fait, et ce, à fin 2022...



La Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC) a indiqué, dans son rapport pour l'année 2022, que sur les 27 241 élus locaux (APC et APW) de l'actuelle mandature (2021-2026), seuls 4 075, soit un taux de 14,95%, ont déposé, au 31 décembre 2022, leur déclaration de patrimoine. Dans son rapport pour l'année 2022, mis en ligne début décembre, la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC) a souligné que sur les 27 241 élus locaux (APC et APW) de l'actuelle mandature (2021-2026), seuls 4 075, soit un taux de 14,95%, ont déposé à son niveau, au 31 décembre 2022, leur déclaration de

patrimoine. La Haute autorité a fait observer que les élus de neuf wilayas, à savoir Adrar, Béjaïa, Laghouat, Tlemcen, Médéa, Ouargla, Naama et Relizane, ont majoritairement procédé au dépôt de leur déclaration de patrimoine. Pour ce qui est des APW, seuls les élus de trois wilayas ont déposé en totalité leur déclaration. Par ailleurs, au niveau de 50 wilayas, aucun élu ne l'a fait. En somme, au niveau national, ce sont 288 élus, sur 2 350, soit un taux extrêmement faible de 12,25%, qui ont déclaré leur patrimoine. Au niveau des APC, où le nombre d'élus est plus important, bien entendu, la situation ne diffère pas, avec 3 787 élus qui ont déclaré

leur patrimoine sur 24 891, soit un taux de 15,21%. Les élus APC d'Adrar seulement ont déclaré en totalité leur patrimoine, alors que 49 wilayas ont enregistré un taux de déclaration de 0%. La HATPLC a tenu à rappeler, d'ailleurs, dans son rapport que la déclaration de patrimoine est une obligation légale pour les élus locaux, tout comme, par exemple, pour les hauts cadres de l'Etat. Pour ces derniers, le problème ne se pose pas apparemment, puisque, sur un ensemble de 10 152 personnes occupant des postes de « haute fonction de l'Etat », au niveau de l'administration centrale, 9 757 ont déclaré leur patrimoine, soit un taux de 96,11%. La Haute

Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption a indiqué que, pour ce qui est de la précédente mandature (2017-2021), 96,7% des 26 495 élus locaux ont déclaré leur patrimoine, en début de mandat, alors qu'à sa fin, seuls 32,56% l'ont fait, et ce, à fin 2022, c'est-à-dire plus d'une année après la fin de leur mandat. La Haute Autorité signale, là encore, que les réticents ont reçu plusieurs correspondances et PV de notification de la part du ministère de l'Intérieur. La même instance a rappelé, en dernier lieu, que la loi n°06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption prévoit notamment dans son article 4 que « les élus locaux au niveau des communes et des wilayas, ainsi que les personnels occupant les hautes fonctions de l'Etat et les postes exposés à la corruption sont tenus de soumettre une déclaration de patrimoine selon le modèle spécifié par le décret présidentiel 06-414, qui comprend un inventaire de tous les biens appartenant aux souscripteurs et à leurs enfants à charge en Algérie et à l'étranger, dans un délai n'excédant pas le mois suivant la date de sa nomination à son poste ou le début de son mandat électoral ».

Y.B.

HYDROCARBURES

LES EXPORTATIONS PRENNENT DE L'ÉPAISSEUR

Les exportations de l'Algérie en hydrocarbures sont passées de 93,5 millions de Tep en 2022 à 97 millions de Tep en 2023, soit une hausse de 3,5%, selon Medjelled Miloud, directeur général de la Prospective au ministère de l'Energie, cité dans une dépêche de l'APS. Au chapitre de la production, le pays a réalisé une production primaire de 194 millions de tonnes équivalents pétrole (MTEP) en 2023, avec une amélioration de la production de gaz naturel à la faveur de

la mise en production de nouveaux gisements. Le même responsable a expliqué que le gaz naturel « représente en moyenne deux tiers de cette production, passant de 127 milliards m3 en 2019 à plus de 136 milliards m3 à fin 2023, soit une augmentation annuelle moyenne de 2% sur la période. Le gaz naturel représentait plus de 50% des volumes exportés. Evoquant les perspectives à moyen terme, il affirme que la production primaire des hydrocarbures « connaîtra

une hausse moyenne de 1,3% pour s'établir à 207 MTEP en 2028 ». Medjelled Miloud indique, dans la foulée, que l'augmentation de la production résulte essentiellement de l'apport des nouveaux projets qui viennent compenser la baisse des profils des gisements en exploitation. « Les nouveaux apports sur la période 2024-2028 sont évalués à près de 22,5 MTEP », soutient-il. La production nationale en gaz naturel, ajoutait-il, évoluera annuellement de 1,4%

pour atteindre 146,7 milliards de m3 en 2028. « A l'origine de cette croissance, la mise en service de nouveaux gisements sur la période 2024-2028, d'un apport additionnel de 16,3 milliards de m3, ainsi que le boosting de Hassi R'Mel et le développement de Touat qui permettront le maintien d'un plateau de production global de plus de 130 milliards de m3 par an sur la période », fait-il savoir.

Y.B.

EXPORTATION DE 25 TONNES D'OIGNON ROUGE VERS LA MAURITANIE

Une quantité de 25 tonnes d'oignon rouge a été exportée de la wilaya de Khenchela vers la Mauritanie, a indiqué mercredi le directeur du commerce et de la promotion des exportations, Belkacem Belili. Le même responsable a indiqué « qu'il a donné mardi soir avec Rabah Merdaci, le président du

bureau de wilaya de la Fédération algérienne des exportateurs algériens (association nationale des exportateurs algériens), le coup d'envoi d'une cargaison contenant 25 tonnes d'oignon rouge vers le port de Nouakchott en Mauritanie via le port de Skikda ». Ce cadre a précisé que « l'exportation de cette quantité d'oignon rouge produit à Khenchela s'inscrit dans le cadre de la diversification de l'économie hors hydrocarbures », ajoutant que « l'opération vient traire les orientations de la bonne gouver-

nance de l'Etat algérien dans le domaine de la promotion et de l'encouragement de l'investissement, notamment en matière d'agriculture, et la contribution à booster le développement local ». Le secteur du commerce de la wilaya de Khenchela « œuvre à accompagner les exportateurs à travers les diverses facilitations et encouragements pour soutenir et valoriser le produit national, devenu demandé dans le marché extérieur », a assuré le même responsable.

R.E.

FÊTE DE YENNAYER LA JOURNÉE DE VENDREDI CHÔMÉE ET PAYÉE

La journée du vendredi correspondant au jour de l'An Amazigh, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, indique un communiqué de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative, diffusé hier. « A l'occasion d'Amenzu n Yennayer, jour de l'An Amazigh, et conformément à la loi 63-278 du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales, la journée du vendredi 12 janvier 2024 est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée », précise la même source. « Toutefois les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précitées sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté », ajoute le communiqué.

